

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger : Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	30 fr.
Etranger : Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	35 fr.

Prix du numéro : { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1940

- 20 juillet — Loi modifiant l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes et réprimant l'exercice du métier de souteneur 79

1941

- 4 mars — Loi fixant les statuts des membres de certains corps du département de la marine 76

- 17 juillet — Arrêté interministériel, portant création d'un comité de coordination des groupements professionnels d'utilisateurs de sisal et de fibres dures 77

- 3 novembre — Arrêté interministériel portant création d'un comité interprofessionnel cotonnier 78

1942

- 15 septembre — Loi étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 20 juillet 1940 modifiant l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes (souteneurs). (Arrêté de promulgation n° 17 Cab. du 8 janvier 1943) 79

- 22 septembre — Loi relative à l'assimilation judiciaire des personnels démilitarisés ayant rang d'officier 77

- 2 octobre — Décret relatif aux conditions d'exercice de la profession d'avocat dans les colonies et territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles et la Réunion. (Arrêté de promulgation n° 18 Cab. du 8 janvier 1943). 79

- 14 octobre — Arrêté interministériel relatif au comité de coordination des groupements professionnels des planteurs et des industriels utilisateurs de sisal et de fibres dures 77

- 14 octobre — Arrêté interministériel relatif au comité interprofessionnel cotonnier 78

- 14 octobre — Arrêté ministériel relatif à l'examen pour l'emploi de greffier en chef du ressort de la cour d'appel de l'A. O. F. (Arrêté de promulgation n° 19 Cab. du 8 janvier 1943). 80

- 17 octobre — Arrêté ministériel fixant la date de l'examen pour l'emploi de greffier en chef dans le ressort de la cour d'appel de l'A. O. F. 81

- 5 novembre — Décret instituant un supplément familial de traitement en faveur des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret. (Arrêté de promulgation n° 20 Cab. du 8 janvier 1943). 81

- 10 décembre — Ordonnance n° 41 portant création en Afrique française d'une vice-chancellerie de la Légion d'Honneur 81

ACTES DU GOUVERNEMENT GENERAL

1942

- 22 décembre — N° 4534 F. I/B. — Arrêté général portant augmentation du fonds de roulement du chemin de fer du Togo 82

- 22 décembre — N° 4552 S. E./F. — Arrêté général interdisant toute circulation sur les parcelles de forêts classées en voie de régénération 82

- 22 décembre — N° 4553 S. E. C./5. — Arrêté général modifiant l'arrêté n° 2774 S. E. du 7 août 1942 sur le rationnement 82

1943

- 15 janvier — N° 191 C. M. 3. — Arrêté général relatif à la mobilisation en A.O.F. et au Togo des réservistes français et originaires et des étrangers sans nationalité, bénéficiaires du droit d'asile, ou protégés 83

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1942

22 mai	—	N° 303 — Arrêté accordant une indemnité de caisse aux agents des chemins de fer du Togo et du wharf, effectuant les recettes voyageurs ou marchandises.	91
9 juin	—	N° 333 — Arrêté complétant l'arrêté N° 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo.	91
8 décembre	—	N° 692 r. — Arrêté portant application au personnel des cadres locaux européens des dispositions du décret du 10 août 1942 instituant et fixant les règles d'attribution de l'indemnité de séparation du foyer ou de l'indemnité de remplacement de traversée.	92

1943

8 janvier	—	N° 12 l. v. — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 662 l. v. du 25 novembre 1942 déclarant infectés de péripneumonie bovine les locaux, enclos et pâturages de Mango dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.	93
8 janvier	—	N° 15 r. — Arrêté complétant l'arrêté n° 764 r. du 30 décembre 1942 portant prorogation de crédits.	93
9 janvier	—	N° 21 r. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 61 du 27 janvier 1935 portant création d'une agence intermédiaire à Lomé subdivision.	93
9 janvier	—	N° 22 c. d. — Arrêté portant création et organisation au territoire du Togo d'un service des contributions directes.	93
9 janvier	—	N° 23 p. — Arrêté réglementant à nouveau les congés et les permissions du personnel indigène des cadres locaux du Togo.	94
9 janvier	—	N° 24 A. P. A. — Arrêté abrogeant l'arrêté n° 617 A. P. A. du 3 novembre 1942 portant interdiction de la circulation dans certaines zones du territoire du Togo.	95
9 janvier	—	N° 25 A. P. A. — Arrêté portant modification à l'arrêté n° 398 du 26 juillet 1934 réglementant le fonctionnement de la fourrière.	95
9 janvier	—	N° 26 A. E. — Arrêté fixant pour 1943 le montant de l'autorisation dans les limites de laquelle le territoire pourra accorder sa garantie aux prêts consentis par le crédit colonial.	95
9 janvier	—	N° 30 r. p. — Arrêté autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.	95
9 janvier	—	N° 36 bis r. p. — Décision fixant la valeur des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique pour le 1 ^{er} semestre 1943.	95
14 janvier	—	N° 37 s. s. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 679 s. s. du 3 décembre 1942 remplaçant la quinine préventive par la quinacrine.	96
14 janvier	—	N° 39 A. E. — Arrêté prescrivant la déclaration des stocks de cacao.	96
15 janvier	—	N° 41 F. — Arrêté instituant un supplément familial de traitement en faveur des fonctionnaires des cadres locaux européens du Togo.	96
15 janvier	—	N° 42 r. — Arrêté fixant les taux et réglementant à nouveau les indemnités de charges de famille du personnel indigène des cadres locaux du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F. en service au	97

21 janvier	—	N° 48 A. E. — Arrêté portant limitation des quantités de café à acheter au cours de la campagne ouverte par l'arrêté n° 9 A. E. du 6 janvier 1943.	97
21 janvier	—	N° 49 A. E. — Arrêté modifiant l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation.	98
Erratum à l'arrêté n° 607 E. du 30 octobre 1942 portant réorganisation de l'enseignement privé au Togo.			98
Additif à l'arrêté n° 627 F. du 3 novembre 1942 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo (exercice 1942).			98
Personnel			98
Divers			99

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications

Domains	104
Nécrologie	107
Avis de vente aux enchères publiques	108
Statuts de la Société Africaine des Etablissements Mory et Cie, (S. A. M.)	109

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Marine

LOI du 4 mars 1941.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les membres des corps civils du département de la marine créés ou réorganisés par les lois des 28 août, 14 septembre et 18 septembre 1940 auront pour statut personnel commun (positions, avantages pécuniaires, pensions, etc.) le statut qui régissait les personnels parmi lesquels se sont recrutés lesdits corps à leur formation.

ART. 2. — Les dispositions statutaires particulières à chacun des corps créés par les lois précitées, notamment en ce qui concerne le recrutement, la fixation des effectifs, la hiérarchie, l'avancement, la discipline, feront l'objet de décrets ultérieurs.

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 4 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat à la marine,
commandant en chef des forces maritimes
françaises,*

Amiral DARLAN.

*Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,
Yves BOUTHILLIER.*

LOI du 22 septembre 1942.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de la loi du 4 mars 1941 fixant les statuts des membres de certains corps du département de la marine est complété d'un second alinéa ainsi conçu :

« Ces personnels sont assimilés aux marins au point de vue judiciaire et justiciables des tribunaux maritimes dans les conditions de l'article 4 du code de justice militaire pour l'armée de mer ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 22 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat à la marine,
Amiral AUPHAN.*

**Comité de coordination des groupements professionnels
d'utilisateurs de sisal et de fibres dures**

ARRETE interministériel du 17 juillet 1941.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé auprès du groupement des productions agricoles et forestières coloniales et auprès du comité de la branche de production jute et fibres dures de l'industrie textile, un comité de coordination des groupements professionnels des planteurs et des industriels utilisateurs de sisal et de fibres dures.

ART. 2. — Ce comité a pour attribution :

a) D'étudier la solution des différents problèmes intéressant à la fois la colonie et la métropole, tels que consommation métropolitaine et développement parallèle de la production coloniale, développement de l'utilisation du sisal et des fibres dures, substitution des fibres coloniales françaises aux fibres étrangères, réglementation de la production et des importations;

b) D'étudier les prix de vente en France pour toutes leurs importations dans la métropole en prenant pour base les prix de revient homologués par le gouverneur des colonies et le secrétaire d'Etat aux colonies.

Les prix ainsi proposés, ratifiés par les deux organismes (groupement des productions agricoles et forestières et comité de la branche de production jute et fibres dures de l'industrie textile), seront soumis au comité central des prix;

c) Mettre en commun toutes leurs statistiques et tous les documents concernant les courants d'importation et d'exportation, les stocks, les marchés;

d) D'étudier toutes les règles de normalisation et de conditionnement.

ART. 3. — Le comité de coordination défini à l'article 1^{er} est composé comme suit :

Un président désigné par le président du groupement des productions agricoles et forestières, sur proposition de la fédération nationale des producteurs de sisal et de fibres dures;

Deux vice-présidents, l'un nommé par le groupement des productions agricoles et forestières coloniales, et l'autre par le comité de la branche de production jute et fibres dures de l'industrie textile;

Deux membres nommés comme les vice-présidents;

Un secrétaire général désigné d'un commun accord.

ART. 4. — Le commissaire du Gouvernement auprès du comité de coordination des groupements professionnels des planteurs et des industriels utilisateurs de sisal et de fibres dures est avisé de toutes les réunions du comité de coordination, dont il reçoit les comptes rendus et auxquelles il peut assister s'il le juge opportun.

ART. 5. — Les modalités d'application des articles qui précèdent feront l'objet de règlements établis par le comité de coordination et approuvés par le commissaire du Gouvernement.

Fait à Vichy, le 17 juillet 1941.

*Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,
Pierre PUCHEU.*

*Le contre-amiral,
secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.*

ARRETE interministériel du 14 octobre 1942.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 16 août 1940 sur l'organisation provisoire de la production industrielle;

Vu la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies, et notamment son article 8;

Vu les décrets du 26 octobre 1940 et du 19 juin 1942 portant création d'un comité général d'organisation de l'industrie textile;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1940 relatif à l'organisation de la branche de production « Jutes et fibres dures » du comité général d'organisation de l'industrie textile;

Vu l'arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 8 avril 1941 relatif au groupement professionnel des productions agricoles et forestières coloniales;

Vu l'arrêté interministériel du 17 juillet 1941 créant un comité de coordination des groupements professionnels des planteurs et des industriels utilisateurs de sisal et de fibres dures;

ARRETENT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté interministériel du 17 juillet 1941 créant un comité de coordination des groupements professionnels des planteurs et des industriels utilisateurs de sisal et de fibres dures est abrogé et remplacé par le suivant :

« Art. 4. — Le président du groupement des productions agricoles et forestières coloniales;

« Le directeur général du comité général d'organisation de l'industrie textile;

« Le directeur responsable de la branche de production « Jute et fibres dures » du comité général d'organisation de l'industrie textile;

« Le secrétaire général du comité central des groupements professionnels coloniaux;

« Les commissaires du Gouvernement auprès du comité général d'organisation de l'industrie textile ».

et auprès du comité central des groupements professionnels coloniaux, ce dernier pouvant se faire suppléer par le commissaire-adjoint auprès du groupement des producteurs coloniaux, sont avisés de toutes les réunions du comité dont ils reçoivent les ordres du jour et les comptes rendus et auxquelles ils peuvent assister s'ils le jugent utile ».

ART. 2. — L'article 5 est abrogé et remplacé par le suivant :

« Art. 5. — Le comité de coordination des producteurs coloniaux et utilisateurs métropolitains de sisal et de fibres dures fixera par voie de règlement intérieur les détails de son organisation et de son fonctionnement.

« Ce règlement sera approuvé par le président du groupement des productions agricoles et forestières coloniales et le directeur général du comité général d'organisation de l'industrie textile ainsi que par les commissaires du Gouvernement auprès du comité général d'organisation de l'industrie textile et auprès du comité central des groupements professionnels coloniaux ».

Fait à Vichy, le 14 octobre 1942.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,
Jean BICHELONNE.

Comité interprofessionnel cotonnier

ARRÊTE interministériel du 3 novembre 1941.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé entre le comité général d'organisation de l'industrie textile et le groupement des productions agricoles et forestières coloniales un comité paritaire de coordination dénommé « Comité interprofessionnel cotonnier ».

ART. 2. — Ce comité a pour attributions :

a) La recherche des solutions propres à développer parallèlement la consommation métropolitaine et la production coloniale de coton et à favoriser la substitution des cotons coloniaux français aux cotons étrangers;

b) L'étude de la réglementation de la production et des importations, de la normalisation et des règles de conditionnement concernant le coton;

c) L'étude en fonction des prix de revient proposés par l'union cotonnière de l'empire français, de la politique de prix susceptible de concilier au mieux de l'intérêt général les nécessités de la production et celles de la consommation du coton.

Le comité interprofessionnel cotonnier saisira, s'il y a lieu, le comité de contrôle des prix, de propositions de révision après accord avec le comité général d'organisation de l'industrie textile et le groupement des productions agricoles et forestières coloniales;

d) L'établissement et la centralisation de toutes statistiques et de toute documentation concernant les marchés, les stocks et toutes autres questions rentrant dans ses attributions;

e) D'une façon générale, l'examen de tout problème présentant un intérêt commun pour les producteurs coloniaux de coton et pour les industriels métropolitains utilisateurs.

ART. 3. — Le comité interprofessionnel cotonnier défini à l'article 1^{er} est composé comme suit :

a) Deux présidents désignés l'un par le directeur général du comité général d'organisation de l'industrie textile, sur proposition du directeur responsable de la branche de production « Coton » de ce comité, l'autre par le président du groupement des productions agricoles et forestières dans les colonies, sur la proposition du président de la fédération nationale des producteurs de coton.

Ces deux présidents sont nommés pour deux ans. Leur nomination peut être renouvelée.

Ils rempliront successivement et alternativement les fonctions de président et de vice-président par périodes successives d'une année;

b) Quatre membres désignés dans les mêmes conditions de présentation à raison de deux par le directeur général du comité général d'organisation de l'industrie textile et deux par le président du groupement des productions agricoles et forestières dans les colonies;

c) Un secrétaire général désigné d'un commun accord.

Chacun des membres pourra se faire suppléer, en cas d'absence, sous sa propre responsabilité, par une personne agréée par le directeur général ou le président du groupement qui l'aura lui-même désigné.

ART. 4. — Le président du groupement des productions agricoles et forestières coloniales, le directeur général du comité général d'organisation de l'industrie textile et les commissaires du Gouvernement auprès de ces deux organismes sont avisés de toutes les réunions du comité interprofessionnel cotonnier dont ils reçoivent les comptes rendus et auxquelles ils peuvent assister s'ils le jugent utile.

ART. 5. — Le comité interprofessionnel cotonnier fixera par voie de règlement intérieur tous les détails de son organisation et de son fonctionnement.

Fait à Vichy, le 3 novembre 1941.

Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,
François LEHIDEUX.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

ARRÊTE interministériel du 14 octobre 1942.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
ET LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu la loi du 16 août 1940 concernant l'organisation provisoire de la production industrielle;

Vu la loi du 6 décembre 1940 relative à l'organisation des groupements professionnels aux colonies, et notamment son article 8;

Vu les décrets du 26 octobre 1940 et du 19 juin 1942 instituant le comité général d'organisation de l'industrie textile;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1940 modifié par l'arrêté du 17 mars 1942 relatif à l'organisation de la branche de production « Filature de coton » du comité général d'organisation de l'industrie textile;

Vu l'arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies en date du 8 avril 1941 relatif au groupement professionnel des productions agricoles et forestières coloniales;

Vu l'arrêté du 3 novembre 1941 créant un comité interprofessionnel cotonnier;

ARRETERENT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté interministériel du 3 novembre 1941 créant un comité interprofessionnel cotonnier est abrogé et remplacé par le suivant :

« Art. 4. — Le président du groupement des productions agricoles et forestières coloniales ;

« Le directeur général du comité général d'organisation de l'industrie textile ;

« Le directeur responsable de la branche « Filature de coton » du comité général d'organisation de l'industrie textile ;

« Le secrétaire général du comité central des groupements professionnels coloniaux ;

« Les commissaires du Gouvernement auprès du comité général d'organisation de l'industrie textile et auprès du comité central des groupements professionnels coloniaux, ce dernier pouvant se faire suppléer par le commissaire-adjoint auprès du groupement des productions agricoles et forestières coloniales,

sont avisés de toutes les réunions du comité interprofessionnel cotonnier dont ils reçoivent les ordres du jour et les comptes-rendus auxquelles ils peuvent assister s'ils le jugent utile ».

ART. 2. — L'article 5 est abrogé et remplacé par le suivant :

« Art. 5. — Le comité interprofessionnel cotonnier fixera par voie de règlement intérieur les détails de son organisation et de son fonctionnement.

« Ce règlement sera approuvé par le président du groupement des productions agricoles et forestières coloniales et le directeur général du comité général de l'industrie textile ainsi que par les commissaires du Gouvernement auprès du comité général d'organisation de l'industrie textile et auprès du comité central des groupements professionnels coloniaux ».

ART. 3. — L'article 3 (§ a, alinéa 1^{er}) est modifié comme suit :

« Le comité interprofessionnel cotonnier défini à l'article 1^{er} est complété comme suit :

« a) Deux présidents désignés l'un par le directeur général du comité général d'organisation de l'industrie textile, sur proposition du directeur responsable de la branche de production « Filature de coton » de ce comité, l'autre par le président du groupement des productions agricoles et forestières dans les colonies, sur proposition du président de la fédération nationale des producteurs de coton ».

Fait à Vichy, le 14 octobre 1942.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVÉ.

Le secrétaire d'Etat à la production industrielle,

Jean BICHELONNE.

Prostitution

N° 17 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

8 janvier 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la loi du 15 septembre 1942 étendant aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 20 juillet 1940 modifiant l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes (souteneurs).

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu ;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 20 juillet 1940 modifiant l'article 4 (alinéa 4) de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes est étendue aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 septembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :
Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVÉ.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Joseph BARTHÉLEMY.

LOI du 20 juillet 1940.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu ;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 (alinéa 4) de la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes est modifié comme suit :

« Sont considérés comme souteneurs ceux qui, de « manière quelconque, aident, assistent ou protègent « sciemment le racolage public en vue de la prostitution d'autrui ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 20 juillet 1940.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,*
Raphaël ALIBERT.

Profession d'avocat

N° 18 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

8 janvier 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 2 octobre 1942 relatif aux conditions d'exercice de la profession d'avocat dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies autres que les Antilles et la Réunion.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu le décret du 1^{er} décembre 1858 ;

Vu le décret du 25 mai 1930 portant institution de barreaux en Indochine et les textes modificatifs ;

Vu le décret du 24 août 1930 concernant la réglementation de l'exercice de la profession d'avocat-défenseur dans les colonies et territoires relevant du ministère des colonies autres que les Antilles, la Réunion, l'Indochine ;

Vu le décret du 29 juin 1937 portant institution d'un barreau près la cour d'appel de Madagascar ;

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et du secrétaire d'Etat aux colonies ;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Pendant une période de cinq ans après qu'ils ont quitté le service public, les anciens gouverneurs généraux, gouverneurs, résidents supérieurs, administrateurs des colonies et administrateurs des services civils de l'Indochine ne peuvent exercer la profession d'avocat, d'avocat-défenseur, de conseil agréé ou commissionné et, en général, de mandataire des parties ou des justiciables dans celles des colonies autres que la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion où ils ont rempli leurs fonctions au cours des six années qui ont précédé leur départ de l'administration.

ART. 2. — Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice, et le secrétaire d'Etat aux colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 2 octobre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Jules BRÉVIE.

*Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLEMY.*

Greffier en chef

N° 19 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

8 janvier 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel du 14 octobre 1942 relatif à l'examen pour l'emploi de greffier en chef du ressort de la cour d'appel de l'A. O. F.

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 25 mai 1937 fixant le statut des greffiers du ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 16 avril 1938 relatif à l'examen pour l'emploi de greffier en chef des justices de paix à compétence étendue de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen institué par l'article 9 du décret du 25 mai 1937 fixant le statut des greffiers du ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française a lieu suivant les besoins du service aux dates fixées par le secrétaire d'Etat aux colonies, sur la proposition du gouverneur général.

ART. 2. — L'examen consiste en trois épreuves qui sont corrigées par une commission nommée par arrêté du gouverneur général et comprenant :

Président :

Le vice-président de la cour d'appel.

Membres :

Un avocat général désigné par le procureur général;

Un conseiller à la cour désigné par le président de la cour;

Le greffier en chef de la cour d'appel;

Un receveur de l'enregistrement désigné par l'administrateur de la circonscription de Dakar.

ART. 3. — La durée de la session est de deux jours. Les épreuves ont lieu le matin : la première dure trois heures et les deux autres une heure et demie chacune.

ART. 4. — Les épreuves portent sur le programme suivant :

Première épreuve

Code civil : le mariage (articles 144 à 226).

La reconnaissance des enfants naturels (articles 334 à 342).

L'adoption (articles 343 à 370).

La minorité, la tutelle et l'émancipation (articles 386 à 487).

L'interdiction judiciaire.

Etendue de l'incapacité des personnes pourvues d'un conseil judiciaire.

Distinction des biens — Meubles et immeubles. L'usufruit.

Successions, donations et testaments (articles 718 à 1100).

Articles 1317 à 1336.

Les contrats de mariage (articles 1387 à 1581).

La vente (articles 1582 à 1701).

Deuxième épreuve

A. — Code de procédure civile — Articles 414 à 442, 557 à 582, 656 à 779, 809, 832, 836 à 838, 855 à 858, 907 à 925, 1033.

B. — Décret du 26 juillet 1932, portant réorganisation du régime de la propriété foncière en Afrique occidentale française (articles 54 à 118).

Troisième épreuve

Droit criminel — Articles 55 à 126, 135, 137 à 225, 228 à 234, 251 à 278, 291 à 374, 380, 416 à 424, 448 à 464 du code d'instruction criminelle locale (décret du 2 septembre 1933), modifié en ses articles 149, 186, 188, 200, 373 et 416 par un décret-loi du 8 août 1935 et, en son article 192 par la loi du 26 novembre 1936.

ART. 5. — Les sujets sont choisis et placés sous enveloppes cachetées par la commission prévue à l'article 2.

L'examen a lieu aux parquets des tribunaux de la résidence des candidats, sous la surveillance et le contrôle de sous-commissions composées du président du tribunal, *président*, et du procureur de la République, *membre*. Dans les justices de paix à compétence étendue, les sous-commissions sont composées du juge de paix, *président*, et d'un fonctionnaire du cadre général désigné suivant le cas par l'administrateur commandant le cercle ou par l'administrateur-maire.

ART. 6. — Aux jour et heure fixés pour l'examen, la sous-commission se réunit et, en présence des candidats, son président procède à l'ouverture du pli renfermant le sujet de la première épreuve écrite. Il est procédé de la même manière pour les deux autres.

Les candidats ne peuvent consulter aucun ouvrage pendant l'examen.

A la fin de chaque épreuve, les compositions sont placées sous une enveloppe qui est, séance tenante, cachetée à la cire. Les trois compositions ainsi scellées sont adressées au président de la commission à Dakar sous le timbre : « Examen confidentiel ».

ART. 7. — Les épreuves sont cotées de 0 à 20. Toute note inférieure à 8 sur 20 est éliminatoire.

La composition de droit civil est affectée du coefficient deux.

Un minimum de 48 points pour l'ensemble des épreuves est exigé pour être admis.

ART. 8. — Le nombre des candidats à admettre est fixé par arrêté ministériel rendu sur la proposition du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Les candidats ayant subi avec succès les épreuves de l'examen professionnel sont inscrits sur une liste comme il est prévu à l'article 9, paragraphe 4, du décret du 25 mai 1937. Ils sont nommés dans les conditions déterminées par le même article.

ART. 9. — La date de l'examen est fixée six mois à l'avance par la voie du *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française.

Les candidats doivent formuler leur demande deux mois au plus tard avant la date de l'examen.

ART. 10. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 16 avril 1938.

Fait à Vichy, le 14 octobre 1942.

J. BREVIE.

ARRETE ministériel du 17 octobre 1942.

LE SECRÉTAIRE D'ETAT AUX COLONIES,

Vu le décret du 25 mai 1937 fixant le statut des greffiers du ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française et les textes qui l'ont modifié;

Vu l'arrêté du 16 avril 1930, relatif à l'examen pour l'emploi de greffier en chef des justices de paix à compétence étendue de l'Afrique occidentale française, modifié par l'arrêté du 14 octobre 1942;

Sur la proposition du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'examen pour l'emploi de greffier en chef dans le ressort de la cour d'appel de l'Afrique occidentale française aura lieu les 3 et 4 mai 1943.

ART. 2. — Le nombre des candidats à admettre à cet examen est fixé à 3.

Fait à Vichy, le 17 octobre 1942.

Pour le secrétaire d'Etat aux colonies et par délégation :

Le conseiller d'Etat, secrétaire général,
René FATOU.

Supplément familial de traitement

N° 20 Cab. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

8 janvier 1943. — Est promulgué dans le territoire du Togo, le décret du 5 novembre 1942 instituant un supplément familial de traitement en faveur des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Sur la proposition du secrétaire d'Etat aux colonies;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Pour tenir compte de la situation de famille, les traitements des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret, rétribués sur les

budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies sont majorés de 5% lorsqu'ils ont deux enfants à charge, 15% lorsqu'ils ont trois enfants à charge, 25% lorsqu'ils ont quatre enfants à charge avec augmentation de 10 points par enfant à charge en sus du quatrième; les enfants à charge à prendre en considération étant ceux qui ouvrent droit aux indemnités pour charges de famille instituées par l'article 1^{er} du décret du 25 juin 1942 modifiant le décret du 1^{er} décembre 1928, en ce qui concerne les indemnités pour charges de famille du personnel des cadres coloniaux régis par décret.

Les majorations prévues ci-dessus s'appliquent au total brut constitué par le traitement ou la solde d'Europe proprement dite et le supplément provisoire de traitement ou de solde. La somme obtenue est comptée :

pour la totalité en ce qui concerne la tranche allant de 0 à 30.000 francs;

pour la moitié en ce qui concerne la tranche allant de 30.001 à 60.000 francs;

pour le tiers en ce qui concerne la tranche allant de 60.001 à 90.000 francs;

pour le sixième en ce qui concerne la tranche allant de 90.001 à 120.000 francs.

Les majorations familiales n'entrent pas en compte pour la détermination du traitement servant de base au calcul de la pension.

Dans un ménage de fonctionnaires pouvant tous deux prétendre aux majorations, celles-ci ne se cumulent pas, seul le chef de famille en bénéficie.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret auront effet du 1^{er} août 1942.

ART. 3. — Le secrétaire d'Etat aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 5 novembre 1942.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Jules BRÉVIE.

Légion d'Honneur

ORDONNANCE N° 41 du 10 décembre 1942.

L'AMIRAL DE LA FLOTTE, HAUT-COMMISSAIRE EN AFRIQUE FRANÇAISE,

Vu l'ordonnance n° 38 portant organisation du Haut-Commissariat en Afrique française;

Vu la loi du 29 floréal an X;

Vu le décret du 16 mars 1852 organique de la Légion d'honneur;

Vu les décrets des 24 novembre 1852 et 14 avril 1874 sur la discipline des membres de la Légion d'honneur;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé en Afrique française une Vice-Chancellerie de la Légion d'Honneur.

ART. 2. — Cet organisme aura les attributions normalement dévolues à la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur, vis-à-vis des personnes résidant sur les territoires relevant de l'autorité du Haut-Commissariat.

ART. 3. — La Vice-Chancellerie de la Légion d'Honneur sera administrée par un conseil qui comprendra quatre hauts dignitaires de l'ordre, proposés par les gouverneurs et résidents généraux et nommés par le haut-commissaire en Afrique.

ART. 4. — La Légion d'Honneur ne sera décernée désormais que pour faits de guerre, ou en ce qui concerne seulement les personnalités indigènes, pour services exceptionnels rendus à la cause française.

ART. 5. — Les statuts de la Vice-Chancellerie feront l'objet d'une réglementation ultérieure.

Cette ordonnance annule et remplace l'ordonnance n° 34 du 6 décembre 1942.

Fait au nom du Maréchal de France, Chef de l'Etat français.

Alger, le 10 décembre 1942.

*L'amiral de la flotte,
haut-commissaire en Afrique française,*
F. DARLAN.

ACTES DU GOUVERNEMENT GÉNÉRAL

C. F. T.

Fonds de roulement

ARRETE N° 4534 F. L/B. du 22 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 instituant un fonds de roulement et un fonds de réserve spécial du service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'ordonnance n° 35 de l'amiral de la flotte haut-commissaire en Afrique française;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La dotation du fonds de roulement du chemin de fer et du wharf du Togo est fixée à 5.500.000 francs.

Le montant actuel du fonds de roulement sera porté à ce chiffre par un prélèvement de 1.500.000 frs. sur le fonds de renouvellement du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo.

ART. 2. — Le présent arrêté est rendu immédiatement exécutoire.

Dakar, le 22 décembre 1942.

P. BOISSON.

Forêts

ARRETE N° 4552 S. E./F. du 22 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 4 juillet 1935, fixant le régime forestier en A. O. F.;

Vu le décret du 5 février 1938 fixant le régime forestier au Togo;

Sur la proposition de l'inspecteur général des forêts;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Toute circulation de personnes, toute circulation ou divagation d'animaux sont interdites sur les parcelles de forêts classées en voie de régénération ou de reconstitution en dehors des routes, pistes ou les traversant ou les longeant.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies, le commissaire de France au Togo sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 22 décembre 1942.

P. BOISSON.

Rationnement

ARRETE N° 4553 S. E. C./5. du 22 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat en Afrique française;

Vu le décret du 2 janvier 1920 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en Afrique occidentale française;

Vu le décret du 2 mai 1939, modifié par le décret du 12 janvier 1942, fixant les conditions d'application aux colonies de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu l'arrêté général du 15 septembre 1939, portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonies;

Vu la loi du 14 mars 1942, promulguée en A. O. F. par l'arrêté général du 11 mai 1942, codifiant dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies : 1° — la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets nécessaires aux besoins de ces territoires; 2° — la réglementation des prix;

Vu l'arrêté n° 2.774/s. E. du 7 août 1942 sur le rationnement général;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté général sur le rationnement n° 2774/s. E. du 7 août est modifié comme suit :

Les articles 21, 23, 24 et 25 sont abrogés et remplacés par les suivants :

Art. 21 nouveau. — Les feuilles de tickets pour le lait indigène provenant des centres laitiers aménagés par l'administration ou conservé (stérilisé, concentré ou en poudre) et la farine lactée ne sont délivrées que sur présentation des pièces justificatives suivantes :

Livret de famille, ou extrait de naissance;

Certificat de vie et de présence à la colonie pour les enfants de 1 à 10 ans;

Certificats médicaux pour les nourrissons, les enfants au-dessus de 10 ans, les femmes enceintes et les malades;

Art. 23 nouveau. — Le lait concentré sucré et le lait en poudre des derniers arrivages sont, en principe, réservés aux nourrissons jusqu'à 12 mois inclusive. Le lait concentré non sucré des derniers arrivages est réservé aux enfants européens avec un

complément de sucre en supplément de la ration normale. Le lait indigène provenant des centres laitiers aménagés par l'administration ou conservé concentré ou non d'arrivages moins récents est réservé aux enfants de 1 à 10 ans.

Enfin, le lait indigène provenant des centres laitiers aménagés par l'administration, les laits de conserve concentrés, sucrés ou non d'arrivages anciens sont réservés aux enfants de plus de 10 ans, aux femmes enceintes et aux malades.

La farine lactée remplace le lait concentré, dans les conditions précisées à l'article 25, dans la nourriture des enfants du sixième au quinzième mois inclus.

ART. 24 *nouveau*. — Les certificats médicaux établis en application des dispositions de l'article 21 *nouveau* devront être déposés au service des cartes. Ils sont libellés de la façon suivante :

a) Pour les enfants au-dessus de 10 ans, les femmes enceintes et les malades :

- 1^o — Age;
- 2^o — Diagnostic détaillé justifiant la prescription du lait;
- 3^o — Quantité de lait prescrite;
- 4^o — Durée de la prescription pour les enfants et malades.

b) Pour les nourrissons jusqu'à un an :

- 1^o — Age;
- 2^o — Allaitement mixte ou allaitement artificiel complet;
- 3^o — Quantité de lait prescrite;
- 4^o — Durée de la prescription.

Art. 25 *nouveau*. — Ces certificats seront délivrés ou visés par les médecins fonctionnaires ou militaires habilités par les gouverneurs ou chefs de territoire. Les quantités allouées seront fixées suivant les chiffres maxima du barème ci-après :

Enfants de 0 à 6 mois :

(Laits des derniers arrivages) — lait concentré sucré : 17 boîtes par mois, ou lait en poudre : 8 boîtes de 500 grammes par mois.

Le lait concentré non sucré est réservé aux enfants européens à raison de 17 boîtes par mois plus 500 grammes de sucre en supplément.

Enfants de 6 à 12 mois :

Lait concentré sucré d'acidité inférieure à 0,40% : 22 boîtes par mois, lait en poudre : 8 boîtes de 500 grammes par mois.

Le lait concentré non sucré est réservé aux enfants européens à raison de 22 boîtes par mois plus 500 grammes de sucre en supplément.

Enfants de 1 à 10 ans :

a) Dans les régions pourvues de troupeaux et de centres laitiers aménagés par l'administration :

- 1 à 2 ans : 1/2 litre par jour;
- 2 à 10 ans : 1/4 de litre par jour.

(Pas de lait de conserve);

b) Dans les régions non pourvues de troupeaux :

12 à 18 mois, lait concentré ou non : 15 boîtes par mois (pas de lait en poudre);

18 mois à 5 ans, lait concentré ou non : 10 boîtes par mois; rien au-dessus de 5 ans.

(Pas de lait en poudre).

Femmes enceintes :

Deuxième moitié de la grossesse : 1 quart de litre de lait indigène, provenant des centres laitiers aménagés par l'administration, par jour ou, à défaut, 8 boîtes par mois de lait concentré sucré ou non, d'arrivage ancien.

Malades et enfants de plus de 10 ans :

En cas de nécessité absolue : 1 quart à 1/2 litre de lait indigène, provenant des centres laitiers aménagés par l'administration, par jour ou, à défaut, lait de conserve d'arrivage ancien, en quantité restreinte au maximum.

La farine lactée remplace le lait de conserve dans les conditions suivantes :

Enfants 6^e et 7^e mois : 8 boîtes de farine lactée remplacent 4 boîtes de lait;

Enfants 8^e, 9^e, 10^e mois : 10 boîtes de farine lactée remplacent 6 boîtes de lait;

Enfants 11^e à 15^e mois : 12 boîtes de farine lactée remplacent 8 boîtes de lait.

En dehors des centres laitiers et du lait provenant de ces centres, la consommation du lait frais est libre.

ART. 2. — Les gouverneurs des colonies, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où il sera nécessaire.

Dakar, le 22 décembre 1942.

P. BOISSON.

Mobilisation en A. O. F. et au Togo

ARRETE N° 191/c. m. 3 du 15 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu le décret du 25 juin 1940, instituant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée;

Vu le décret du 18 mai 1939 portant application aux territoires relevant du ministère des colonies du décret-loi du 12 avril 1939 relatif à l'extension aux étrangers sans nationalité et aux autres étrangers bénéficiaires du droit d'asile des obligations imposées aux français par les lois de recrutement et par la loi sur l'organisation de la nation en temps de guerre;

Vu le décret du 11 mars 1940 appliquant dans les colonies françaises aux ressortissants de tous nos territoires d'outre-mer (en particulier aux Libano-Syriens) les dispositions du décret-loi du 12 avril 1939 précité;

Vu l'arrêté général du 3 octobre 1939 relatif à l'application du décret du 15 mai 1939 sur l'affectation spéciale;

Sur la proposition du général d'armée, commandant en chef les forces terrestres, aériennes et maritimes de l'A. O. F.;

ARRETE :

CHAPITRE A

DE LA MOBILISATION

ARTICLE PREMIER. — La mobilisation, sur tout le territoire du groupe de l'A. O. F. et au Togo français : des réservistes français et originaires, des étrangers sans nationalité ou bénéficiaires du droit d'asile, des ressortissants libano-syriens, s'effectuera par classe, ou groupe de classes, en commençant par les plus jeunes.

ART. 2. — L'appel se fera, sur demande du général commandant en chef en A. O. F. et sur décision du gouverneur général de l'A. O. F. il pourra intervenir,

pour une même classe, à des dates différentes, suivant les catégories visées à l'article premier, et, dans chaque catégorie, suivant le grade des intéressés.

Les appels de classes seront échelonnés dans le temps, de façon à satisfaire progressivement aux besoins des forces armées, en vue de la mise sur pied des unités mobilisées.

ART. 3. — Les réservistes volontaires appartenant à une classe non mobilisée pourront être appelés, à toute époque, sur leur demande, sous réserve :

1^o — qu'ils soient reconnus physiquement aptes au service armé ;

2^o — s'ils sont fonctionnaires ou liés par contrat à une administration ou à un service public qu'ils en obtiennent l'autorisation de l'autorité administrative.

CHAPITRE B

DE L'AFFECTATION SPÉCIALE

(réservistes français et originaires)

ART. 4. — Les militaires, marins, européens et originaires, gradés ou non gradés, des réserves peuvent recevoir des affectations spéciales dans les conditions précisées aux articles ci-après qui ne s'appliquent qu'aux réservistes européens et originaires.

ART. 5. — Avant de faire appel à l'affectation spéciale, les administrations et entreprises publiques ou privées sont tenues d'utiliser la totalité du personnel non mobilisable qu'elles peuvent engager et d'effectuer toutes compressions d'effectifs que l'état de guerre impose.

Les services généraux du Gouvernement général, les services locaux et entreprises publiques ou privées de chaque colonie (1), sont tenus d'établir sans délai, un tableau d'effectifs de guerre du modèle ci-annexé.

Ces tableaux d'effectifs de guerre seront adressés au gouverneur général (cabinet militaire), au plus tard dans les quinze jours suivant la parution du présent arrêté, par l'intermédiaire du gouverneur secrétaire général (pour les services du Gouvernement général), et par l'intermédiaire des gouverneurs des colonies (2), pour les services locaux et les entreprises publiques ou privées.

ART. 6. — Aucune demande d'affectation spéciale ne peut être présentée pour les réservistes appartenant à la classe de mobilisation 1937 et aux classes postérieures.

Jusqu'à nouvel ordre, l'appel des réservistes appartenant à la classe de mobilisation 1923 et aux classes antérieures ne devant pas intervenir prochainement, il n'y a pas lieu de présenter des demandes d'affectation spéciale en faveur de ces réservistes.

ART. 7. — Pour l'application des dispositions de l'article 6, il y a lieu de tenir compte des précisions suivantes :

La classe de recrutement correspond en principe au millésime de l'année au cours de laquelle les jeunes gens ont atteint l'âge de 20 ans.

La classe de mobilisation est la classe dont les réservistes suivent le sort. Elle se confond avec la classe de recrutement pour les réservistes ne pouvant se prévaloir d'aucune bonification.

Les bonifications de classe ci-après sont accordées pour la détermination de la classe de mobilisation.

(1) Ou circonscription de Dakar et dépendances ou Togo.

(2) Ou gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, ou commissaire de France au Togo.

a) les réservistes pères d'un enfant n'ont aucune bonification ;

b) les réservistes pères de 2 enfants vivants se voient appliquer une bonification de 2 classes par enfant, soit au total 4 classes ;

c) les réservistes pères de 3 enfants vivants sont rattachés, dès la naissance de leur 3^e enfant, à la plus jeune classe de la 2^e réserve, (actuellement classe 1922), ou à une classe plus ancienne si leur classe de mobilisation du moment correspond à une classe plus ancienne que la plus jeune classe de la 2^e réserve ;

d) les réservistes pères de 4 et 5 enfants vivants sont rattachés, dès la naissance de leur 4^e enfant, à la plus ancienne classe de la 2^e réserve (actuellement classe 1915) ;

e) les réservistes pères de 6 enfants sont libérés de toute obligation militaire.

Les bonifications de classe seront appliquées aux réservistes actuellement sous les drapeaux ou en cours de recensement sur le vu de leur livret de famille ou d'un certificat établi par les autorités administratives.

ART. 8. — Seuls peuvent comporter des affectations spéciales, les emplois ou professions qui sont indiqués au tableau annexé au présent arrêté.

ART. 9. — Le classement dans l'affectation spéciale est prononcé compte tenu, d'une part, des besoins des forces armées et, d'autre part, des besoins ressortant des tableaux d'effectifs de guerre des administrations et entreprises publiques et privées.

ART. 10. — Le classement dans l'affectation spéciale est prononcé par le gouverneur général de l'A. O. F., en accord avec le général commandant en chef en A. O. F.

Il ne comporte pas de durée définie, mais les affectations spéciales peuvent toujours être rapportées si les besoins des forces armées ou les nécessités de la discipline l'exigent.

CHAPITRE C

DES RÈGLES POUR LE CONTRÔLE DES AFFECTÉS SPÉCIAUX

(réservistes européens et originaires)

ART. 11. — Le contrôle des affectés spéciaux est effectué de la façon suivante :

a) Une commission centrale de contrôle est constituée à Dakar.

Elle comporte :

Président :

Un officier supérieur (désigné par le général commandant en chef en A. O. F.).

Membres :

Le chef de la 3^e section du cabinet militaire du Gouvernement général ;

Un officier désigné par le commandant de la marine ;

Un officier désigné par le commandant de l'air ;

Un fonctionnaire de la direction du personnel ;

Un fonctionnaire de la direction des services économiques ou de la direction générale des travaux publics.

Ces fonctionnaires sont désignés par le gouverneur général sur proposition du gouverneur secrétaire général.

Un représentant des groupements professionnels coloniaux de l'A. O. F. désigné par le président du comité central.

Secrétaire :

L'officier, chef du bureau de recrutement de l'A. O. F.

b) Des commissions régionales sont constituées dans chaque colonie (1) de l'A. O. F. et au Togo.

Chaque commission régionale comporte :

Président :

Un officier supérieur (désigné par le commandant militaire).

Membres :

L'officier détaché au bureau militaire du gouverneur,

Un fonctionnaire désigné par le gouverneur,

Un représentant de l'organisation professionnelle de la colonie, désigné par le président du comité central, des groupements professionnels coloniaux de l'A. O. F.

Secrétaire :

Un officier ou, à défaut, un sous-officier représentant le bureau de recrutement de l'A. O. F.

ART. 12. — a) — La commission centrale détient les contrôles des affectés spéciaux et les tableaux d'effectifs de guerre des services généraux du Gouvernement général de l'A. O. F. des services locaux et entreprises publiques ou privées de chaque colonie (2).

Sur ces données, elle propose au gouverneur général toutes mesures utiles en vue d'adapter le nombre des affectés spéciaux aux besoins en personnel, réduits au strict minimum, des services et entreprises susvisés.

Elle étudie notamment les aménagements à apporter dans tous les domaines en fonction des effectifs des fonctionnaires et des techniciens non mobilisables (y compris les retraités), présents en A. O. F. ou qui providraient éventuellement d'autres territoires de l'empire.

b) — La commission centrale examine les propositions d'affectation spéciale adressées par les gouverneurs des colonies et les directeurs ou chefs des services généraux du Gouvernement général. Elle soumet ces propositions (accompagnées des résultats de son examen) pour avis au général commandant supérieur des forces terrestres, au commandant de la marine ou au commandant de l'air, suivant l'armée dont relève les réservistes en instance de classement pour l'affectation spéciale ou pour lesquels la remise dans le droit commun est envisagée.

c) — Les décisions prises par le gouverneur général en conformité de ces avis et en accord avec le général commandant en chef en A. O. F. sont notifiées aux autorités militaires susvisées, aux gouverneurs des colonies, aux directeurs ou chefs des services généraux ou d'entreprises intéressées et à la commission centrale de contrôle par l'intermédiaire du cabinet militaire (3^e section) du Gouvernement général.

ART. 13. — a) — Chaque commission régionale détient le contrôle des affectés spéciaux de la colonie (3) ainsi que les tableaux d'effectifs de guerre des services locaux et entreprises publiques et privées de la colonie.

Elle a dans les limites de la colonie (1) les attributions définies à l'article 12 pour la commission centrale.

b) — Elle examine les demandes d'affectations spéciales produites par les directeurs ou chefs des services locaux et des entreprises de la colonie. Elle les soumet, revêtues des résultats de son examen, pour avis, au commandant militaire et les présente ensuite au gouverneur.

Celui-ci procède aux aménagements qu'il peut réaliser sur place et transmet au gouverneur général (cabinet militaire — 3^e section) les demandes qu'il estime devoir être maintenues.

c) — En cas d'extrême urgence, ou si les délais nécessaires à l'aboutissement de la procédure d'affectation spéciale risquent de provoquer des perturbations graves dans la marche des services ou entreprises qui ont produit les demandes, le gouverneur peut, avec l'accord du commandant militaire, décider le maintien sur place du personnel proposé jusqu'à régularisation de la situation.

Cette mesure provisoire ne doit pas être confondue avec l'affectation spéciale. Elle peut être rapportée sur simple décision du commandant militaire, en cas de nécessité urgente. Le personnel qui en est bénéficiaire reçoit de l'autorité militaire une attestation lui permettant de rester à son poste. Il est signalé sur les états de propositions, dans la colonne « observations », par la mention : « appel retardé jusqu'à solution de la demande ». Si la demande est rejetée, le bénéfice de l'appel retardé cesse automatiquement.

ART. 14. — Afin de permettre aux commissions de contrôle et aux autorités appelées à statuer, d'examiner en connaissance de cause les demandes qui leur sont soumises, les dossiers de propositions devront comprendre les pièces suivantes :

Quatre bulletins de proposition modèle A (2) ;

Un bulletin de renseignements modèle B (2) ;

Eventuellement, toutes pièces justificatives (rôle de l'établissement dans le domaine de la défense nationale, accroissement de la production, indisponibilités temporaires ou définitives de certains agents, etc.).

Ces dossiers sont adressés au gouverneur de la colonie (3), sous le timbre du bureau militaire, qui les communique pour examen à la commission régionale.

Après décision du gouverneur général :

Un exemplaire des Etats modèle A est adressé à la commission centrale pour mise à jour de ces contrôles ;

Deux exemplaires sont retournés au gouverneur intéressé qui en transmet un au commandant militaire de la colonie et l'autre à la commission régionale.

Les gouverneurs notifient, par simple lettre d'avis adressée au directeur ou chef de service ou d'entreprise, auteur de la demande d'affectation spéciale, la décision du gouverneur général.

Le 4^e exemplaire est conservé aux archives du cabinet militaire du Gouvernement général (3^e section), chargé de la notification des décisions aux autorités militaires intéressées (général commandant supérieur des forces terrestres, commandant de la marine ou commandant de l'air).

(1) Et circonscription de Dakar et dépendances.

(2) Ou circonscription de Dakar et dépendances ou Togo.

(3) Ou circonscription de Dakar et dépendances ou Togo.

(1) Ou circonscription de Dakar et dépendances ou Togo.

(2) Modèles annexés au présent arrêté.

(3) Ou circonscription de Dakar et dépendances ou Togo.

ART. 15. — Lorsqu'une commission régionale estime que tel ou tel affecté spécial n'est plus nécessaire dans le poste au titre duquel il a été classé, elle adresse immédiatement au gouverneur de la colonie (1) un compte rendu et un bulletin de radiation (modèle de bulletin ci-annexé).

Le gouverneur transmet au gouverneur général (cabinet militaire — 3^e section) le compte-rendu et le bulletin de radiation, avec son avis.

La radiation est prononcée par le gouverneur général en accord avec le général commandant en chef en A. O. F. après examen du cas par la commission centrale de contrôle. La décision est notifiée au gouverneur et à l'autorité militaire intéressée, ainsi qu'à la commission centrale par le cabinet militaire (3^e section) du Gouvernement général.

ART. 16. — Le changement de résidence dans les limites de la fédération d'un réserviste classé en affectation spéciale, n'entraîne pas le retrait obligatoire de cette affectation si l'intéressé ne change pas d'emploi et s'il reste dans le même service ou la même entreprise.

Le déplacement donne lieu à l'établissement d'un avis de mutation (modèle C ci-annexé).

Cet avis est établi en 4 exemplaires par le chef de service ou d'entreprise de la résidence quittée par le personnel muté. Il est adressé au gouverneur de la colonie (1).

Un exemplaire est conservé par la commission régionale qui raye le réserviste muté sur ses contrôles.

Les autres sont adressés au gouverneur général (cabinet militaire — 3^e section) qui en transmet un à la

commission centrale pour la mise à jour de ses contrôles et en transmet un autre à la commission régionale dont relève la nouvelle résidence du réserviste muté. Cette commission inscrit provisoirement le réserviste sur ses contrôles et procède immédiatement à une enquête en vue de déterminer si l'affectation spéciale doit être conservée ou rapportée.

Le quatrième exemplaire est conservé aux archives du cabinet militaire (3^e section) du Gouvernement général, qui notifie la mutation à l'autorité militaire intéressée.

ART. 17. — La commission centrale et les commissions régionales peuvent, pour les enquêtes qu'elles doivent effectuer, correspondre directement entre elles.

Elles peuvent également demander l'avis de conseillers techniques choisis, suivant les besoins, dans l'administration, dans l'industrie ou le commerce.

ART. 18. — Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées, notamment l'arrêté n° 4220/D. N. du 3 décembre 1941.

ART. 19. — Le gouverneur secrétaire général du Gouvernement général, les gouverneurs des colonies, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo, le général commandant en chef en A. O. F., le général commandant supérieur des forces terrestres, le vice-amiral, commandant de la marine en A. O. F., le général de division aérienne, commandant de l'air en A. O. F. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 15 janvier 1943.

P. BOISSON.

SERVICE OU ENTREPRISE

TABEAU D'EFFECTIFS

(Personnel européen et originaire du sexe masculin)

Référence : ARTICLE 5 DE L'ARRÊTÉ N° 191, CM, 3
DU 15 JANVIER 1943

COMPOSITION DU SERVICE OU DE L'ENTREPRISE	EFFECTIF RÉGLEMENTAIRE		EFFECTIF AU 1 ^{er} JANVIER 1943		EFFECTIF DE GUERRE PROPOSÉ		OBSERVATIONS
	Européens	Originaires	Européens	Originaires	Européens	Originaires	
DIRECTION							
1 ^{re} Section (1)							
2 ^{re} Section (2)							
.....							
etc							

(1) Indiquer le rôle de chaque section

NATURE DES EMPLOIS OU PROFESSIONS

POUR LESQUELLES L'AFFECTATION SPECIALE PEUT-ETRE ACCORDEE

RÉFÉRENCE : (Article 8 de l'arrêté n° 191 C. M. 3 du 15 janvier 1943)

DÉSIGNATION DE L'EMPLOI OU DE LA PROFESSION	AUTORITÉS OU PERSONNALITÉS ÉTABLISSANT LA DEMANDE DE CLASSEMENT ET TENANT LE CONTRÔLE DES AFFECTÉS SPÉCIAUX	AUTORITÉS AUXQUELLES LES DEMANDES DE CLASSEMENT DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES	OBSERVATIONS
I — GOUVERNEUR DES COLONIES			
Gouverneur, secrétaire général du gouvernement général.		Gouverneur général.	
Gouverneur des colonies du groupe et inspecteurs généraux des co- lonies.	Gouverneur, secrétaire général du gouvernement général.	Gouverneur général.	
II — ADMINISTRATION ET GRANDS SERVICES PUBLICS			
1^o — Services du gouvernement général			
a) Chefs de service.	Secrétaire général du gouver- nement général (1).	Gouverneur général (cabinet militaire 3 ^e section). Gr. gal. (C. M. 3) (2)	(1) Sur proposition du directeur général des T. P. pour le directeur du Dakar-Niger. (2) Par l'intermédiaire du médecin général I.G.S.S.M. pour le personnel de l'école de médecine.
b) Tous fonctionnaires de tous gra- des appartenant aux services du gouvernement général.	Chef de service.		
2^o — Services locaux			
a) Secrétaire général d'un gouverne- ment local.	Gouverneur de la colonie.	Gr. gal. (C. M. 3).	
b) Chefs de services d'un gouverne- ment local (3).	Secrétaire général de la colo- nie ou adjoint à l'adminis- trateur de la circonscription de Dakar.	Gr. gal. (C. M. 3) par l'intermédiaire du gouverneur de la colonie.	(3) Y compris banque privilégiée de l'Afrique occidentale française.
c) Tous fonctionnaires de tous gra- des appartenant aux services lo- caux (3).	Chef de service (4), maire pour l'administration com- munale.	Gr. gal. (C. M. 3) par l'intermédiaire du gouverneur de la colonie.	(3) Y compris banque privilégiée de l'A. O. F. (4) Exception personnel stations T. S. F. coloniales (cf. parag. d).
d) Personnel stations T. S. F. inter- coloniales.	Directeur transmissions Dakar.	Gr. gal. (C. M. 3).	
e) Personnel des stations câbles ex- ploitées par des compagnies liées par contrat avec l'administration des P. T. T.	Directeur transmissions Dakar.	Gr. gal. (C. M. 3).	Personnel stations câbles exploi- tées par les compagnies liées par contrat avec l'administration des P. T. T. (cf. paragraphe e).
f) Personnel câbles exploités par l'administration.	Directeur transmissions Dakar.	Gr. gal. (C. M. 3).	Personnel des stations de câbles exploitées par l'administration (cf. paragraphe f).

DÉSIGNATION DE L'EMPLOI OU DE LA PROFESSION	AUTORITÉS OU PERSONNALITÉS ÉTABLISSANT LA DEMANDE DE CLASSEMENT ET TENANT LE CONTRÔLE DES AFFECTÉS SPÉCIAUX	AUTORITÉS AUXQUELLES LES DEMANDES DECLASSEMENT DOIVENT ÊTRE ADRESSÉES	OBSERVATIONS
III. — PROFESSIONS INDUSTRIELLES			
<p>Personnel (directeurs, ingénieurs, contremaîtres, ouvriers, spécialistes, comptables) appartenant à :</p> <p>a) Entreprises de distribution d'eaux. b) Entreprises d'éclairage électrique. c) Entreprises de T. P. d) Entreprises de transports de toute nature (1). e) Armement au commerce et à la pêche (services à terre, services à la mer et constructions navales). f) Industrie du textile et du vêtement (filature, tissage, transformation). g) Industrie du cuir. h) Industrie du bois. i) Industrie de l'alimentation. j) Industries extractives. k) Huileries, savonneries, traitement des oléagineux (décorticage des arachides).</p>	<p>Directeur de l'entreprise ou du service ou de l'exploitation.</p>	<p>Gr. gal. (C. M. 3) par l'intermédiaire du gouverneur de la colonie ou du gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar.</p>	<p>(1) Y compris pilotes et navigateurs.</p>
IV. — PROFESSIONS AGRICOLES			
<p>Personnel (chef ou directeur, surveillant, conducteur de travaux, contremaître, mécaniciens de machines agricoles, comptables) appartenant à :</p> <p>a) Exploitations forestières. b) Entreprises de cultures. c) Elevage.</p>	<p>Directeur de l'entreprise ou de l'exploitation.</p>	<p>Gr. gal. (C. M. 3) du gouverneur de la colonie (ou du gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar).</p>	
V. — ENTREPRISES COMMERCIALES			
<p><i>Chambre de commerce</i></p> <p>Président de chambre.</p> <p>Secrétaire général, secrétaire (rémunéré) d'une chambre de commerce locale.</p> <p><i>Établissements de crédits</i></p> <p>Directeur de banque ou d'établissement de crédit. Fondé de pouvoirs, directeur ou chef d'agence, chef de comptabilité, caissier.</p> <p><i>Commerce général</i></p> <p>Chef d'entreprise, directeur commercial d'une entreprise, directeur d'une coopérative, agent général, agent ou chef de comptoir ou de factorerie.</p> <p>Chef d'un service d'achat, d'un service d'exportation-importation, chef d'un service de vente.</p> <p>Chef de comptabilité d'une entreprise commerciale ou d'une coopérative.</p>	<p>Gouverneur de la colonie (ou gouverneur-administrateur de la circonscription de Dakar).</p> <p>Gouverneur de la colonie (ou gouverneur-administrateur de la circonscription de Dakar).</p> <p>Directeur de l'établissement.</p> <p>Directeur de l'établissement.</p>	<p>Gr. gal. (C. M. 3).</p> <p>Gr. gal. (C. M. 3).</p> <p>Gr. gal. (C. M. 3) par l'intermédiaire du gouverneur de la colonie (ou du gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar).</p> <p>Gr. gal. (C. M. 3) par l'intermédiaire du gouverneur de la colonie (ou du gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar).</p>	

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

COLONIE.

CLASSEMENT DANS L'AFFECTATION SPÉCIALE

(Référence : Article 14 de l'Arrêté N° 191/CM. 3 du 15 Janvier 1943)

(1)

Bulletin de Proposition (Modele A.)

portant les noms des (2) dont le classement
dans l'affectation spéciale est demandé

ARMÉE (3) { Marine
Air
Terre

Nom et Prénoms	Bureau de recrute- ment	Service auquel l'homme appartient Service armé ou Service auxiliaire	Classe de mobili- sation	Classe de recrute- ment	Grade	Arme	Nu- méro matri- cule	Situation dans le Service ou l'entreprise				Avis de la commission de contrôle régionale	Avis du Comman- dant militaire de la Colonie	Avis du Gouverneur de la Colonie	Avis de la commission centrale de contrôle	Avis du Général Commandant supérieur du Commandant de la Marine ou du Commandant de l'air suivant l'armée à laquelle appartient le personnel proposé	Avis du Général Comman- dant en chef en A. O. F.	Décision du Gouverneur Général	Obser- vations
								Spécialité ou emploi au titre duquel l'affectation spéciale est demandée	Date d'entrée en fonction	Rési- dence	Justifi- cation complé- men- taire								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20

ARRÊTÉ AU CHIFFRE DE (indiquer l'effectif du personnel proposé)

Dakar, le

Le Gouverneur Général.

à (lien) le (date)

Signature du Chef de Service ou d'entreprise qui établit les propositions.

Bulletin de Renseignements — MODÈLE B

(à joindre aux états de propositions) — MODÈLE A

Référence : Article 14 de l'Arrêté N° 191 C M 3 du 15 Janvier 1943

Effectif du service pour le temps de guerre	Personnel disponible pour le Service			Excédent ou déficit		Radiations qui doivent intervenir prochainement	Affectations spéciales demandées par les états de propositions joints au présent bulletin		OBSERVATIONS
	Déjà classé en affectation spéciale	Dégagé d'obligations militaire	Personnel féminin ou étranger ou non astreint aux obligations militaires	+	-		Service armé	Service auxiliaire	
1	2	3	4	5		6	7	8	9

CERTIFIÉ EXACT

A (lieu

le (date)

Le Président de la Commission régionale de contrôle

Signature (du Chef de service ou de l'Entreprise qui
a produit les demandes d'affectation spéciale) :

Vu :

Le Gouverneur de la Colonie,

GOVERNEMENT GÉNÉRAL
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE
FRANÇAISE

AFFECTATION SPÉCIALE

(1)

(1) Indication du Service, Cabinet,
Bureau D. G. T. P., Direction des
Douanes, etc. . .

Bulletin de Radiation

Référence : Article 15 de l'Arrêté N° 191 C M 3 du 15 Janvier 1943

NOM ET PRÉNOMS	Classe de mobili- sation (a)	Classe de récruitment (b) et numéro du registre ma- tricule (c)	Date de radiation	Adresse du fonc- tionnaire ou de l'Agent ou etc. . .	Avis de la commission régionale	Avis de la commission centrale	Avis du Général Com- mandant en Chef en A. O. F.	Décision du Gouverneur Général	OBSERVATIONS
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10

a) Indication à prendre à la page 1 du fascicule de mobilisation.

b) Indication à prendre à la page 1 du livret individuel.

c) Indication à prendre à la page 1 du livret ou du fascicule.

d) Nombre en toutes lettres.

Certifié et arrêté au chiffre de (d)

A

le

194

Le

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL
DE
L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE

Avis de Mutation Mod. C.

D'UN RÉSERVISTE CLASSÉ EN AFFECTATION SPÉCIALE
CHANGEANT DE RÉSIDENCE

Colonie de _____

N° _____

Référence : Article 16 de l'Arrêté N° 191/CM.3
du 15 Janvier 1943.

NOM, PRÉNOMS, GRADE	POSITION ANCIENNE DANS L'ADMINISTRATION OU L'ENTREPRISE	POSITION NOUVELLE DANS L'ADMINISTRATION OU L'ENTREPRISE	DATE DE CLASSEMENT EN A. S.	OBSERVATIONS

A _____, le _____ 194

*Le Président de la Commission régionale
des affectés spéciaux.*

ACTES DU POUVOIR LOCAL

C. F. T.

Indemnité de caisse

ARRETE N° 303 du 22 mai 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 30 janvier 1935 complété par celui du 25 août 1935 relatif aux règles de cumul en matières d'indemnités;

Vu le décret du 17 avril 1936 réglementant l'attribution des remises à certains personnels coloniaux;

Vu le décret du 11 juillet 1936, modifiant le décret du 2 mars 1910, sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une indemnité de caisse est allouée aux agents des gares et du wharf, effectuant des recettes dont le montant annuel est supérieur à 100.000 francs.

Le taux en est fixé à 0,20 par 1.000 francs, pour la fraction excédant 100.000 francs, avec minimum de 10 francs et maximum de 600 francs.

Elle sera payable en fin d'année et, en cas de mutation, au prorata du temps passé par chaque agent.

Dans les gares importantes, chaque agent tenant une caisse, la percevra pour ses opérations propres.

ART. 2. — Les agents bénéficiaires de cette mesure seront pécuniairement responsables des erreurs de caisse.

ART. 3. — Cette indemnité ne sera soumise à aucun prélèvement.

ART. 4. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 mai 1942,

P. SALICETI.

Approuvé par arrêté général n° 4595 F. I. B. en date du 24 décembre 1942 du gouverneur général de l'A. O. F.

Droit d'enregistrement et de timbre

ARRETE N° 333 du 9 juin 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment en son article 74;

Vu l'arrêté 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté 318 du 25 juin 1941 portant établissement de l'enregistrement et du timbre au territoire du Togo est complété comme suit :

1. — Après le 67^e du paragraphe 4 du tableau n° 3 (actes exempts de la formalité), ajouter :

« 68° — Les certificats et actes de notoriété destinés à être produits pour l'admission des enfants dans les écoles publiques ou privées du territoire sous réserve que leur destination soit mentionnée expressément.

2. — Après le 77° du paragraphe 3 du tableau n° 4 (actes exempts du droit et du visa pour timbre), ajouter :

« 78° — Les extraits des registres de l'état-civil, les actes de notoriété et certificats destinés à être produits pour l'admission des enfants dans les écoles publiques ou privées du territoire, sous réserve que leur destination soit mentionnée expressément.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 juin 1942.

P. SALICETI.

Devenu exécutoire de plein droit, conformément aux dispositions du paragraphe C de l'article 74 du décret du 30 décembre 1912, le ministre des colonies n'ayant pas prononcé son annulation dans un délai de 6 mois à partir de la date à laquelle il a été expédié du Togo au ministère.

Indemnités

ARRETE N° 692 F. du 8 décembre 1942.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret n° 2459 du 10 août 1942 instituant et fixant les règles d'attribution de l'indemnité de séparation du foyer ou de l'indemnité en remplacement de traversée;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Des indemnités dites « de séparation du foyer » et en remplacement de traversée non cumulables entre elles sont instituées en faveur des fonctionnaires, employés et agents des cadres locaux européens en service dans le territoire du Togo et qui sont séparés de la totalité ou d'une partie des membres de leur famille.

ART. 2. — Ces indemnités sont perçues mensuellement à terme échu et dans les mêmes conditions que la solde.

Elles sont dues dans les cas limitativement énumérés ci-dessous pour les membres de la famille qui, en vertu de l'article 51 du décret du 3 juillet 1897, peuvent prétendre à une concession de passage gratuit.

Elles ne sont pas dues pour les membres de la famille qui, pendant le séjour de leur chef actuellement en cours, ont accompagné celui-ci à la colonie, puis sont revenus de leur plein gré dans la métropole ou au siège de leur domicile habituel.

Indemnité de séparation du foyer

ART. 3. — A. — Le fonctionnaire au moment de son embarquement demande à se faire rejoindre par sa famille et cette autorisation lui est accordée.

L'indemnité de séparation est due à compter du jour de son embarquement jusqu'au jour exclu de l'embarquement de la famille pour la colonie.

Pendant la durée de la traversée de la famille, celle-ci étant logée et nourrie, l'intéressé ne peut prétendre à aucune indemnité.

Si sans que l'administration puisse être mise en cause, la famille ne s'embarque pas sur le navire qui lui a été désigné, le droit à l'indemnité cesse le jour où aurait dû avoir lieu l'embarquement.

B. — La famille ayant accompagné ou rejoint son chef à la colonie est rapatriée sur l'ordre de l'autorité supérieure pour des motifs résultant de l'état de guerre.

Le fonctionnaire, employé ou agent a droit à l'indemnité de séparation à compter du jour de l'arrivée de sa famille au port de débarquement jusqu'à la veille incluse du jour où il débarque lui-même à son retour dans la métropole.

Au cas où, par suite des circonstances, la famille serait débarquée en cours de trajet, l'indemnité de séparation serait due pendant toute la durée de ce débarquement.

C. — La famille, pour des motifs résultant de l'état de guerre, est évacuée sur l'ordre de l'autorité supérieure tout en demeurant à l'intérieur de la colonie ou du groupe de la colonie.

L'indemnité est due au fonctionnaire, employé ou agent, pendant toute la durée de l'évacuation.

Indemnité « en remplacement de traversée »

ART. 4. — A. — Le fonctionnaire embarque seul et prend l'engagement de ne pas faire venir sa famille à la colonie pendant toute la durée de son séjour.

L'indemnité en remplacement de traversée est due du jour de l'embarquement du fonctionnaire jusqu'à la veille incluse du jour de son débarquement au retour dans la métropole.

B. — Le fonctionnaire, au moment de son embarquement, demande l'autorisation de se faire rejoindre par sa famille; cette autorisation lui est refusée.

Le fonctionnaire a droit à l'indemnité « en remplacement de traversée » dans les conditions indiquées au paragraphe A du présent article.

C. — Tout fonctionnaire qui, ayant souscrit l'engagement prévu à l'article 4, paragraphe A, se fait néanmoins rejoindre à ses frais par le ou les membres de sa famille visé dans ledit engagement, ne pourra prétendre du fait de ceux-ci pendant son séjour colonial, à aucun des avantages prévus pour les chefs de famille régulièrement accompagnés (logement, soins médicaux gratuits, etc.).

Cas particuliers

ART. 5. — A. — Le fonctionnaire embarque seul et au moment de l'embarquement réserve la décision qu'il prendra au sujet de sa famille.

Un délai de trois mois, à compter de la date de son débarquement à la colonie est laissé à l'intéressé pour formuler la demande d'autorisation prévue à l'article 3 ou prendre l'engagement prévu à l'article 4 ci-dessus.

Pendant ce délai l'intéressé a droit à l'indemnité de séparation pour les membres de sa famille, dont il est séparé.

L'intéressé qui, à la date d'expiration du délai imparti n'a pas opté pour l'une ou l'autre décision perd tous ses droits au voyage gratuit pour sa famille et a droit à compter de cette date à l'indemnité en remplacement de traversée.

B. — Le fonctionnaire demande l'autorisation de se faire rejoindre par une partie de sa famille seulement et prend l'engagement de ne pas se faire rejoindre par l'autre partie.

Le fonctionnaire a droit de l'indemnité de séparation dans les conditions prévues à l'article 3 pour les membres de sa famille pour lesquels il a demandé

l'autorisation de le rejoindre; à l'indemnité en remplacement de traversée dans les conditions prévues à l'article 4 pour ceux qui selon son engagement ne doivent pas le rejoindre.

C. — L'autorisation de se faire rejoindre par sa famille, après avoir été accordée au fonctionnaire, lui est retirée.

Le fonctionnaire a droit de l'indemnité de séparation du jour de son embarquement jusqu'au jour où est révoquée l'autorisation qui avait été accordée; il a droit à l'indemnité en remplacement de traversée du jour où cette autorisation est révoquée jusqu'à la veille incluse du jour de son débarquement au retour dans la métropole.

D. — L'autorisation de se faire rejoindre par sa famille a été accordée au fonctionnaire, mais par suite des circonstances l'embarquement est différé ou retardé.

Le fonctionnaire a droit à l'indemnité de séparation pendant une durée d'un an à compter du jour de son embarquement pour la colonie à l'expiration de ce délai, il cesse d'avoir droit au voyage gratuit de sa famille et cesse de percevoir l'indemnité de séparation à laquelle se substitue l'indemnité en remplacement de traversée.

Mesures transitoires

ART. 6. — En ce qui concerne les fonctionnaires actuellement en service aux colonies :

A. — Ceux qui remplissent les conditions pour être autorisés à se faire rejoindre par leur famille, dans les limites de temps où ils conservent ce droit, sont placés à compter de la date de la promulgation du présent décret dans la situation prévue au paragraphe A de l'article 5.

B. — Ceux qui ne remplissent plus les conditions pour être autorisés à se faire rejoindre par leur famille, sont placés dans la situation prévue au paragraphe B de l'article 4.

C. — Ceux qui ont volontairement rapatrié leur famille par anticipation mais qui, du fait de circonstances résultant de l'état de guerre ont été maintenus à la colonie au-delà de la durée normale du séjour sont placés à compter de l'expiration de leur séjour réglementaire dans la position prévue au paragraphe B de l'article 4.

ART. 7. — Les quotités de ces deux indemnités sont fixées ainsi qu'il suit :

A. — Indemnité de séparation du foyer (taux journalier) :

CLASSEMENT DES FONCTIONNAIRES (Tableau de classement n° 3 annexé au décret du 3 juillet 1897)	CHEF DE FAMILLE sans enfant à charge	CHEF DE FAMILLE avec enfants à charge
1 ^{re} catégorie A et B . . .	30. francs	35 francs
2 ^e catégorie	25 —	30 —
3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e catégories . .	21 —	28 —

B. — Indemnité en remplacement de traversée :

CLASSEMENT DES FONCTIONNAIRES (Tableau de classement n° 3 annexé au décret du 3 juillet 1897)	POUR LA FEMME	POUR CHAQUE ENFANT donnant droit à l'in- dennité pour char- ges de famille (taux unique)
1 ^{re} et 2 ^e catégories . . .	4.800 frs. par an	2.400 frs. par an
3 ^e , 4 ^e , 5 ^e , 6 ^e catégories .	3.600 frs. —	1.800 frs. —

ART. 8. — Les règles ci-dessus sont applicables à compter du 1^{er} janvier 1942 en ce qui concerne les agents se trouvant actuellement à la colonie.

ART. 9. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 8 décembre 1942.

P. SALICETI.

Approuvé par lettre-avis n° 10830 F. 2 en date du 29 décembre 1942 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française.

Péripleumonie bovine

N° 12 L. V. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

8 janvier 1943. — Est et demeure abrogé l'arrêté n° 662 L. V. du 25 novembre 1942 déclarant infectés de péripleumonie bovine les locaux, enclos et pâturages de Mango dans lesquels se trouvent les animaux malades ou contaminés.

Prorogation de crédits

N° 15 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

8 janvier 1943. — L'article premier de l'arrêté n° 764 F. du 30 décembre 1942 est complété comme suit :

CERCLE D'ANÉCHO

Chapitre XI-4-1. — Postes douanes d'Agbanakin et de Illakondji.

Agence intermédiaire

N° 21 F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo en date du :

9 janvier 1943. — L'article 4, paragraphe 2 de l'arrêté n° 61 du 27 janvier 1935 portant création de l'agence intermédiaire de Lomé subdivision, est modifié comme suit :

Une avance de Quatre-vingt-dix mille francs (90.000 francs) renouvelable dans les conditions déterminées par l'article 149 du décret du 30 décembre 1912 sera consentie à l'agent intermédiaire. Elle est payable en deux mandats de 45.000 francs.

Service des contributions directes

ARRETE N° 22 C. D. du 9 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé au Togo, un service local des contributions directes. Ce service qui a son siège à Lomé, fait partie des services et bureaux du Gouvernement. Il est chargé, sous l'autorité du chef du territoire :

De l'étude des questions se rapportant aux impôts locaux dont l'établissement est confié au service.

De l'assiette et du contentieux des impôts, taxes assimilées, et autres droits ou taxes confiés au service.

De la vérification des matrices, et de l'émission des rôles.

Du contrôle de l'apurement des rôles d'impôts directs et taxes assimilées établis par les commandants de cercle.

Du contrôle des timbres fiscaux, jetons d'impôts et carnets de comptabilité utilisés pour la perception d'impôts directs à forme numérique.

De l'étude et de la présentation des demandes relatives aux allocations familiales.

ART. 2. — Le personnel du service des contributions directes du Togo, est fixé comme suit :

Un chef de service, choisi parmi les fonctionnaires du corps des administrateurs, ou à défaut de celui des services civils ou à défaut du cadre métropolitain des contributions directes en service détaché.

Un contrôleur du cadre métropolitain des contributions directes en service détaché.

Un personnel comprenant des commis-dactylographes et un planton auxiliaire.

ART. 3. — A défaut du personnel qualifié du service des contributions directes, le commissaire de France peut sur proposition du chef de service, désigner des fonctionnaires de l'administration locale en remplacement.

ART. 4. — La répartition du personnel est faite par le commissaire de France sur proposition du chef de service suivant les besoins du service et l'état d'effectifs en personnel.

Au même titre que les autres chefs de service et de bureaux, le chef du service des contributions directes donne son avis sur l'avancement et la discipline du personnel sous ses ordres.

Le chef du service des contributions directes bénéficie dans les mêmes conditions et limites, que les autres chefs de services et de bureaux de la franchise postale locale.

ART. 5. — Au chef-lieu du territoire, le service des contributions directes est assuré, sous les ordres et la responsabilité du chef du service par le personnel visé à l'article 2 ci-dessus. Il comprend :

Une section du service général des rôles et du contentieux.

Une section de centralisation des liquidations.

Une section de contrôle des impôts cédulaires et de l'impôt général sur le revenu.

ART. 6. — Au siège de chaque chef-lieu de cercle et de subdivision (y compris celui de la commune-mixte de Lomé) les chefs de circonscriptions continueront à s'occuper (temporairement et jusqu'à ce qu'il soit possible de leur substituer des agents techniques) de recenser la matière imposable et d'établir les rôles nominatifs, qui une fois arrêtés seront transmis par eux au service des contributions directes chargé de leur contrôle et de leur apurement.

ART. 7. — Le chef du service et le contrôleur de l'impôt sur le revenu sont commissionnés par le commissaire de France pour toute l'étendue du Territoire. Ils prêtent serment au moment de leur entrée en fonction devant le tribunal de première instance de Lomé.

ART. 8. — Sont abrogés les arrêtés n° 756 du 26 décembre 1941 et n° 282 du 22 mai 1942.

ART. 9. — L'ordonnateur-délégué, le chef de service des contributions directes, les commandants de cercles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera, et qui aura effet à partir du 1^{er} janvier 1943.

Lomé, le 9 janvier 1943.

P. SALICETI.

Personnel indigène

Permissions

ARRETE N° 23 P. du 9 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934, réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres locaux indigènes du Togo, à l'exception du personnel des travaux publics et du chemin de fer, et notamment l'article 18;

Vu l'arrêté n° 239 du 1^{er} mai 1934, réglant le statut du personnel des cadres locaux indigènes des travaux publics, de la T. S. F. et des chemins de fer et du wharf du Togo et notamment l'article 4;

Vu l'arrêté n° 681 du 28 octobre 1933 réorganisant le cadre des gardes-frontières du Togo;

Vu l'arrêté n° 536 r./Pel du 29 septembre 1942 créant un cadre local indigène des gardes-forestiers au territoire du Togo;

Vu les arrêtés n° 342 du 21 juin 1934, 306 du 1^{er} juin 1938, 481 du 24 novembre 1940, 376 du 16 juillet 1941 et 159 du 11 mars 1942, réglementant les congés annuels du personnel indigène des cadres locaux du Togo;

Vu l'arrêté n° 722 du 20 décembre 1929, portant règlement sur le régime des déplacements du personnel indigène en service dans le territoire du Togo et les actes qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté n° 480 du 30 août 1934;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 18 de l'arrêté n° 161 du 24 mars 1934 susvisé, (paragraphe 1 — congés annuels) modifié ou complété par les arrêtés n° 342 du 21 juin 1934, 306 du 1^{er} juin 1938, 481 du 24 novembre 1940, 376 du 16 juillet 1941 et 159 du 11 mars 1942 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Article 18 nouveau. — I. — Des permissions annuelles de vingt jours, délais de route non compris, avec traitement, peuvent être accordées par décision du commissaire de France aux agents des cadres locaux indigènes du Togo après avis de leur chef de service.

II. — L'obtention des permissions est subordonnée à l'accomplissement d'une année minimum de service effectif pour compter de la date de reprise de fonctions.

Toutefois, pour le personnel de l'enseignement, les permissions annuelles ne pourront être accordées que pendant la période des grandes vacances.

III. — Sous réserve d'en rendre compte immédiatement au commissaire de France, les chefs de service ou de circonscription peuvent dans les cas nécessitant une décision urgente (maladie grave, décès d'un membre de la famille etc...), accorder aux agents des cadres locaux, des permissions exceptionnelles de huit jours au maximum, délais de route compris.

La durée de ces autorisations exceptionnelles vient en déduction de la permission annuelle.

IV. — Les agents des cadres locaux se rendant en permission annuelle ou en revenant n'ont droit à la gratuité du transport qu'une fois tous les trois ans.

V. — Les permissions annuelles peuvent être cumulées pendant une période maximum de trois ans.

VI. — Les agents qui ne demanderont pas à bénéficier de permission depuis plus de trois ans, ne pourront faire valoir leur droit que pour un congé dont la durée totale, délais de route non compris, ne pourra excéder soixante jours.

VII. — Tout agent, titulaire d'un congé ou d'une permission annuelle ou exceptionnelle sera muni d'une feuille de déplacement délivrée par le chef du bureau des finances, pour les agents en service à Lomé et par le chef de circonscription pour les agents en service dans les cercles ou subdivisions.

La feuille de déplacement devra comporter tous les visas réglementaires aussi bien à l'aller qu'au retour et sera remise par l'agent, au retour de congé, soit au chef du bureau des finances, soit au chef de circonscription qui la fera parvenir aussitôt au commissaire de France (bureau du personnel) pour contrôle et classement au dossier de l'intéressé.

VIII. — La date d'entrée en jouissance d'un congé ou d'une permission annuelle est celle de l'arrivée au lieu de destination si le voyage est effectué dans les délais de route calculés d'après les usages établis, dans le cas contraire, le point de départ court du jour de l'expiration des délais de route.

IX. — Les congés et les permissions annuelles ou exceptionnelles, ne pourront être accordés que pour une seule destination.

X. — Tout congé ou toute permission court du jour où l'agent quitte son service jusqu'au jour où il le reprend.

XI. — L'agent qui, étant en congé ou en permission, rentre après le terme fixé pour l'expiration de son congé ou de sa permission, ne reçoit, outre les peines disciplinaires qu'il pourra encourir, aucune solde pour la durée de son absence illégale, à moins que le retard n'ait été causé par une circonstance de force majeure dûment constatée, ou par maladie survenue avant l'expiration du congé ou de la permission.

Dans ces deux cas, l'intéressé doit prévenir immédiatement son chef direct en produisant les justifications administratives ou médicales nécessaires.

Dans chacun de ces deux cas, le chef de service ou de circonscription rend immédiatement compte au commissaire de France de l'absence illégale dont la durée motivée par une raison autre que celle de maladie ou cas de force majeure sera prélevée sur la prochaine permission annuelle dont l'intéressé sera en droit de bénéficier.

XII. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables au personnel de tous les cadres locaux indigènes du Territoire.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} janvier 1943, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 9 janvier 1943.

P. SALICET.

Zones interdites

No 24 A. P. A. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration le :

9 janvier 1943. — L'arrêté no 617 A. P. A. du 3 novembre 1942 portant interdiction de la circulation dans certaines zones du territoire du Togo est abrogé.

Service de fourrière

No 25 A. P. A. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration le :

9 janvier 1943. — Le paragraphe 3 de l'article 5 de l'arrêté no 398 en date du 26 juillet 1934 réglementant le fonctionnement de la fourrière est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Toutefois, les chiens mis en fourrière et non réclamés peuvent, passé le délai de quarante-huit heures, être abattus ou remis, sur sa demande, au médecin chargé du laboratoire d'hygiène ».

Crédit colonial

No 26 A. E. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration le :

9 janvier 1943. — Le montant de l'autorisation dans les limites de laquelle le territoire du Togo pourra accorder en 1943, sa garantie aux prêts effectués par le crédit colonial est fixé à Deux cent mille francs (200.000 frs).

Fonds de renouvellement

No 30 T. F. — Par arrêté du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration le :

9 janvier 1943. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : Trois cent mille francs sur le compte du fonds spécial : Fonds de renouvellement du budget de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1943.

Energie électrique

No 36 bis T. P. — Par décision du commissaire de France au Togo pris en conseil d'administration le 9 janvier 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Les valeurs des index entrant dans la formule de réajustement des tarifs de vente de l'énergie électrique sont fixées comme suit pour le 1^{er} semestre 1943 :

Co	1.175,1919
Cl	3,826
Mo	1,724
Ml	1,827
lo	387,50
ll	565,—

ART. 2. — En application de ces coefficients, les différents tarifs à mettre en vigueur pendant le 1^{er} semestre 1943 sont ainsi déterminés :

A. — Pour les particuliers :

1 ^o — pour Lomé	}	Prix du kwh — Lumière	8,88
		Prix du kwh — Force	7,02
2 ^o — pour Anécho	}	Prix du kwh — Lumière	9,81
		Prix du kwh — Force	7,95

B. — Pour l'administration :

1 ^o — pour Lomé	}	Prix du kwh — Lumière	8,18
		Prix du kwh — Force	6,08
2 ^o — pour Anécho	}	Prix du kwh — Lumière	8,51
		Prix du kwh — Force	7,02

Quinine préventive**ARRETE** N° 37 s. s. du 14 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté n° 279 du 30 mai 1939 accordant au personnel européen civil et militaire en service au Togo et à leurs familles la délivrance gratuite de la quinine préventive;

Vu l'arrêté n° 356 A. E./S. S. du 30 juin 1942 abrogeant l'arrêté n° 414 du 31 juillet 1939 modifiant l'arrêté n° 279 du 30 mai 1939 susvisé;

Vu la circulaire n° 966 s. s. M./5 du 29 octobre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 679 s. s. du 3 décembre 1942 remplaçant la quinine préventive par la quinacrine à compter du 1^{er} janvier 1943;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 679 s. s. du 3 décembre 1942 est abrogé et remplacé par le suivant :

ART. 2. — A compter du premier janvier 1943 les produits synthétiques antimalariques (prémaline ou quinacrine) sont substitués à la quinine préventive.

Ces produits sont délivrés gratuitement aux fonctionnaires européens et assimilés et à leurs familles.

ART. 3. — Les doses prescrites sont :

Adultes au-dessus de 15 ans : 3 comprimés par semaine;

de 8 à 15 ans : 2 comprimés par semaine;

de 4 à 8 ans : 1 comprimé par semaine;

au-dessous de 4 ans : $\frac{1}{2}$ comprimé par semaine.

Ces comprimés sont pris le même jour une fois par semaine dans un repas à base de féculents.

ART. 4. — La délivrance mensuelle aura lieu la dernière semaine du mois précédent sur état global fourni par les chefs de service et de bureau.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 14 janvier 1943.

P. SALICETI.

Cacao**ARRETE** N° 39 A. E. du 14 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies, ensemble l'arrêté de promulgation n° 317 du 6 juin 1942;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./C. 5 du 13 juillet 1942, portant délégation des pouvoirs conférés au gouverneur général par la loi du 14 mars 1942;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les stocks de cacao existant au territoire à la date du 15 janvier 1943 devront obligatoirement être déclarés par leurs détenteurs à cette date.

Ces déclarations seront adressées au commissaire de France par l'intermédiaire des commandants de cercle avant le 20 janvier 1943.

ART. 2. — Les infractions au présent arrêté sont passibles, conformément aux dispositions de l'article 10 du décret du 2 mai 1939 complété le 12 janvier 1942, des sanctions prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 14 janvier 1943.

P. SALICETI.

Supplément familial de traitement**ARRETE** N° 41 F. du 15 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 réglementant la solde et les allocations accessoires du personnel des cadres coloniaux et les actes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 2 octobre 1933 fixant les conditions générales de recrutement, stage, avancement, discipline du personnel des cadres locaux européens du Togo à l'exception de celui des services civils;

Vu le décret n° 3126 du 5 novembre 1942 instituant un supplément familial de traitement en faveur des fonctionnaires des cadres coloniaux régis par décret;

Vu l'ordonnance n° 35 en date du 6 décembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour tenir compte de la situation de famille, les traitements des fonctionnaires des cadres locaux européens du Togo sont majorés de 5% lorsqu'ils ont deux enfants à charge, 15% lorsqu'ils ont trois enfants à charge, 25% lorsqu'ils ont quatre enfants à charge avec augmentation de 10 points par enfant à charge en sus du quatrième; les enfants à charge à prendre en considération étant ceux qui ouvrent droit aux indemnités pour charges de famille instituées par l'article 1^{er} du décret du 25 juin 1942, modifiant le décret du 1^{er} décembre 1928 en ce qui concerne les indemnités pour charges de famille du personnel des cadres coloniaux régis par décret.

Les majorations prévues ci-dessus s'appliquent au total brut constitué par le traitement ou la solde d'Europe proprement dite et le supplément provisoire de traitement ou de solde.

La solde obtenue est comptée :

Pour la totalité en ce qui concerne la tranche allant de 0 à 30.000 francs;

Pour la moitié en ce qui concerne la tranche allant de 30.001 à 60.000 francs;

Pour le tiers en ce qui concerne la tranche allant de 60.001 à 90.000 francs;

Pour le sixième en ce qui concerne la tranche allant de 90.001 à 120.000 francs.

Les majorations familiales n'entrent pas en compte pour la détermination du traitement servant de base au calcul de la pension.

Dans un ménage de fonctionnaires pouvant tous deux prétendre aux majorations, celles-ci ne se cumulent pas, seul le chef de famille en bénéficie.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura effet pour compter du 1^{er} août 1942, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 janvier 1943.

P. SALICETI.

Rendu provisoirement exécutoire par arrêté local n° 44 F. du 19 janvier 1943.

Indemnité de charges de famille

ARRETE N° 42 F. du 15 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 31 juillet 1933 organisant l'état-civil des personnes régies par les coutumes locales;

Vu l'arrêté du 30 novembre 1937 fixant les taux et réglementant à nouveau les indemnités de charges de famille du personnel indigène des cadres locaux du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F., en service au Togo;

Vu le télégramme officiel n° 448 F./2 du 21 novembre 1942 du gouverneur général, haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant le Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu l'ordonnance n° 35 en date du 6 décembre 1942 du haut-commissaire en Afrique française;

Le conseil d'administration entendu;

Sous réserve d'approbation du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les taux annuels des indemnités pour charges de famille allouées au personnel des cadres locaux indigènes du Togo et des cadres indigènes de l'A. O. F. en service au Togo sont ainsi fixés :

Pour le 1 ^{er} enfant	360 francs
Pour le 2 ^e enfant	420 francs
Pour le 3 ^e enfant	540 francs
Pour le 4 ^e enfant et au delà	600 francs

Le montant total de ces indemnités ne pourra dépasser la moitié de la solde de présence du chef de famille.

Elles sont acquises pour chaque enfant âgé de moins de 12 ans régulièrement déclaré à l'état-civil ou à l'autorité administrative dans les conditions prescrites par l'arrêté 438 du 31 juillet 1933 réglementant l'état-civil indigène.

Dans les mêmes cas et sous les mêmes conditions, l'indemnité est allouée pour chaque enfant âgé de moins de 15 ans poursuivant des études certifiées par un certificat de scolarité délivré par les chefs d'établissement.

Elle n'est allouée pour l'enfant âgé de plus de 15 ans et de moins de 20 ans que si ce dernier poursuit ses études dans un établissement d'enseignement secondaire ou supérieur.

Elle cesse d'être allouée, dans tous les cas, lorsque l'enfant est titulaire d'une bourse ou d'un secours scolaire ou s'il bénéficie de la gratuité de l'internat.

ART. 2. — Pour bénéficier des indemnités pour charges de famille, les intéressés devront produire des bulletins ou extraits des actes de l'état-civil ou d'actes administratifs. Ils devront également fournir

chaque année, au mois de janvier, des certificats de vie de leurs enfants et, éventuellement des certificats de scolarité.

ART. 3. — Les indemnités pour charges de famille sont payables par mois et à terme échu entre les mains et sur l'acquit du chef de famille. Lorsqu'un enfant est né au cours d'un mois, le mois entier est dû.

Au cas où les bénéficiaires de ces indemnités omettraient de faire constater leur droit en temps opportun, le paiement de l'indemnité ne pourra rétroagir au delà du mois précédant la date de la déclaration à l'autorité administrative dont ils relèvent.

Lorsque le mari et la femme appartiennent tous deux à des personnels administratifs donnant droit aux indemnités pour charges de famille, il n'est alloué qu'une seule indemnité pour chacun des enfants et le soin du mandatement incombe au service qui emploie le mari.

ART. 4. — Les modalités du présent arrêté, à l'exception des taux, sont applicables aux gardes de cercle et miliciens en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions des arrêtés réglementant leur solde et leurs accessoires de solde.

ART. 5. — Le présent arrêté qui sera provisoirement rendu exécutoire et qui entrera en vigueur pour compter du 1^{er} janvier 1942, abroge toutes dispositions antérieures visées ou non, sous réserve des prescriptions de l'article précédent.

Lomé, le 15 janvier 1943.

P. SALICETI.

Rendu provisoirement exécutoire par arrêté local n° 44 F. du 19 janvier 1943.

Café

ARRETE N° 48 A. E. du 21 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 s. E./C.5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu l'arrêté n° 9 A. E. du 6 janvier 1943 portant ouverture de la campagne d'achat du café;

Vu le T. O. n° 36 du 17 janvier 1943 du gouverneur général de l'Afrique occidentale française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les quantités de café à acheter au cours de la campagne ouverte par l'arrêté n° 9 A. E. du 6 janvier 1943 susvisé sont limitées pour l'ensemble du territoire à 1.300 tonnes (mille trois cents tonnes).

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 21 janvier 1943.

P. SALICETI.

Produits et denrées de première nécessité

ARRETE N° 49 A. E. du 21 janvier 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES;
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu la loi du 14 mars 1942 codifiant le régime des prix dans les territoires dépendant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 2416 S. E./C. 5 du 13 juillet 1942 portant délégation de pouvoirs aux gouverneurs et chefs de territoire en matière de prix et stocks;

Vu les T. O. n° 396 S. E./C. et 409 des 12 et 16 novembre 1942 du haut-commissaire de l'Afrique française;

Vu l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 fixant les modalités de vente de certaines marchandises d'importation;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté n° 663 A. E. du 26 novembre 1942 est modifié comme suit :

PRODUITS bloqués	CONDITIONS de vente Rationnement	UNITÉ de déclaration	OBSERVATIONS
	Ration journalière :		
Vin. . .	Homme de + de 18 ans 50 cl	Hectolitre	(B)
	Femme de + de 18 ans 30 cl.		
	Enfant de 7 à 18 ans 20 cl.		
	Travailleur de force : 1 litre		

Le reste sans changement.

ART. 2. — Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

Lomé, le 21 janvier 1943.

P. SALICETI.

Enseignement

ERRATUM à l'arrêté n° 607 E. du 30 octobre 1942.

Article 7, 2^e paragraphe, 1^o :

Au lieu de :

que ce personnel perçoit les indemnités et accessoires de solde alloués aux agents de l'enseignement officiel.

Lire :

que ce personnel perçoit des indemnités et accessoires de solde analogues à ceux alloués aux agents de l'enseignement officiel.

Le reste sans changement.

Ouverture de crédits

ADDITIF à l'arrêté n° 627 F. du 3 novembre 1942
— J. O. T. du 16 novembre 1942 — Page 688
à 689.

Après :

Lomé, le 3 novembre 1942.

P. SALICETI.

Ajouter :

Approuvé par arrêté général n° 4594 F. L/D. du 24 décembre 1942.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Changement de cadre**

Par arrêté n° 52 P. du :

23 janvier 1943. — M. Walter Clair Georges, surveillant de 1^{re} classe du cadre local des travaux publics est versé dans le cadre similaire du chemin de fer et du wharf du Togo, en qualité de chef de district de 3^e classe, pour compter du 1^{er} janvier 1943.

M. Walter Clair Georges conservera à titre personnel sa solde actuelle jusqu'à ce qu'il soit promu dans son nouveau cadre à un grade lui conférant une solde égale ou supérieure.

PERSONNEL INDIGÈNE**Nomination**

Par arrêté n° 35 P. du :

13 janvier 1943. — Sont nommés aides-médecins de 6^e classe pour compter du 1^{er} janvier 1943 :

Agbaglah Jean, infirmier-major de 5^e classe;

Zékpah Samuel, infirmier-major de 5^e classe;

Mensah Louis, infirmier-major de 4^e classe.

Ces agents conserveront à titre personnel dans le cadre des aides-médecins le bénéfice de leur solde actuelle jusqu'au moment où ils seront promus à un grade leur donnant droit à un traitement égal ou supérieur.

Passage à l'échelon supérieur

Par arrêté n° 36 P. du :

13 janvier 1943. — Est constaté pour compter du 16 décembre 1942, le passage au 2^e échelon des commis d'administration stagiaires 1^{er} échelon dont les noms suivent, qui comptent un an d'ancienneté dans leur grade actuel :

Gbikpi Marie, Kougbéadjo Hermann, Ahoomey Hermann.

Par arrêté n° 51 P. du :

23 janvier 1943. — Est constaté pour compter du 1^{er} janvier 1943, le passage au 2^e échelon des instituteurs stagiaires 1^{er} échelon dont les noms suivent, qui comptent un an d'ancienneté dans leur grade actuel :

Mikem Michel, Namoro Karamoco.

Rétrogradation

Par arrêté n° 34 P. du :

13 janvier 1943. — Le mécanicien-conducteur de 2^e classe Ayité Félix, est rétrogradé au grade de mécanicien-conducteur de 3^e classe, pour compter de la date de la signature du présent arrêté pour faute grave en service.

Suspension de fonctions

Par arrêté n° 46 P. du :

20 janvier 1943. — Le commis d'administration de 6^e classe Pascal Emile, est suspendu de ses fonctions pour compter du 15 janvier 1943, date à laquelle cet

agent a, sans autorisation, quitté Sokodé où il était en service pour se rendre à Lomé, au lieu de rejoindre son poste à Mango.

Pendant toute la durée de sa suspension de fonctions, Pascal Emile n'aura droit qu'à la moitié de son traitement brut, dégage de tous accessoires de solde.

Révocations

Par arrêté n° 31 p. du :

11 janvier 1943. — Le second-maître du cadre local indigène du chemin de fer et du wharf du Togo Kagni Amoussou, condamné par jugement n° 327 du tribunal de premier degré de Lomé, en date du 5 octobre 1942, est révoqué de son emploi pour compter du 13 septembre 1942.

Par arrêté n° 32 p. du :

12 janvier 1943. — Le préposé des douanes de 7^e classe Lawson Jacob Gabriel, est révoqué de son emploi pour compter du 14 décembre 1942, date du jugement n° 424 rendu par le tribunal du premier degré de Lomé.

Agents auxiliaires

Démissions

Par décision n° 14 p. du :

7 janvier 1943. — Est acceptée pour compter du 1^{er} janvier 1943 la démission de son emploi offerte pour convenances personnelles par l'agent auxiliaire Afangninou.

Par décision n° 39 p. du :

11 janvier 1943. — Est acceptée pour compter du 1^{er} janvier 1943 la démission de son emploi offerte pour convenances personnelles par l'agent auxiliaire Adobiévi.

Licenciement

Par décision n° 38 p. du :

11 janvier 1943. — L'agent auxiliaire Ottodjo Kponvi, est licencié pour compter du 1^{er} janvier 1943 pour inaptitude physique, dans les conditions prévues à l'article 9 du règlement du 1^{er} mai 1939.

Révocations

Par décision n° 21 p. du :

8 janvier 1943. — L'agent auxiliaire Saba, est révoqué de son emploi pour faute grave professionnelle.

Par décision n° 40 p. du :

11 janvier 1943. — Les serre-freins auxiliaires Afanou Gounsi et Agbéko Van-Lare Kouami, condamnés par jugement n° 311 du tribunal de premier degré de Lomé, en date du 28 septembre 1942, sont révoqués de leur emploi pour compter du 21 août 1942.

Garde-frontière

Révocation

Par arrêté n° 33 p. du :

12 janvier 1943. — Le caporal (1^{er} échelon) garde-frontière Kouévi Ezéchiél est révoqué de son emploi pour compter du 21 décembre 1942 date du jugement de condamnation rendu par le tribunal de premier degré de Lomé.

DIVERS

Agent d'affaires

Par décision n° 60 A. P. A. du :

15 janvier 1943. — Le nommé Byll-Cataria, Kuao, Michel, né le 26 juillet 1899 à Grand-Popo (Dahomey), résidant à Anécho, fils de feu Samuel Byll-Cataria et de Nouklessi, est autorisé à exercer la profession d'agent d'affaires.

Commandement indigène

Par arrêté n° 13 A. P. A. du :

8 janvier 1943. — Le nommé Goga, chef du canton de Namoudjoga (subdivision de Dapango, cercle de Mango) est révoqué de ses fonctions.

Dégrèvements — Cotés irrécouvrables

Par arrêté N° 29 F du :

9 janvier 1943. — Sont accordés les dégrèvements et remises gracieuses ci-après :

EXERCICE 1942 IMPOT PERSONNEL EUROPÉEN

Atakpamé :

Rôle N°	Art.	Nom	Taxe-fixe	Prestation	Total
Rôle N° 221	art. 12	R. P. Cottez.	250,—	40,—	290,—
—	14	Noël	250,—	40,—	290,—
—	9	Knaebel	250,—	40,—	290,—
—	10	Szmania	250,—	40,—	290,—
—	13	Simon	250,—	40,—	290,—
—	11	Gester	250,—	40,—	290,—
			1.500,—	240,—	1.740,—

Trésor :

Rôle N° 202, art. 22 Boutet H. G. 250,— + 40,— + 12,50 = 302,50

IMPOT CÉDULAIRE ET IMPOT GÉNÉRAL SUR LE REVENU

Trésor :		Impôt cédul.	Impôt général	Total
Rôle N° 1, art. 83	— Laffeur Charles	116,10	341,—	457,10
— — — 97	— Lugan Jean	23,—	59,80	82,80
— — — 87	— Laporte Roger	—	29,40	29,40
Rôle N° 2, art. 47	— Olympio Sylvanus	1.250,—	800,—	2.050,—
		1.389,10	1.230,20	2.619,30

Sont admises en non valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes ci-après :

EXERCICE 1942

IMPOT PERSONNEL SUR INDIGÈNES C. O.

Sansanné-Mango :

Rôle N° 10	— 453 cotes à 25 francs	11.325,—
— — — 20	— 19 —	380,—
— — — 35	— 18 —	630,—
Total	.. 508	12.335,—

Le Trésorier-Payeur est autorisé à porter ces dégrèvements et ces cotes irrécouvrables en réduction de ses prises en charge.

Enquête de « commodo et incommodo »

Par arrêté n° 47 A. P. A. du :

20 janvier 1943. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte à Lomé pour l'établissement d'un dépôt de carburants de 1^{re} classe, dans le bâtiment construit à l'emplacement de l'ancienne usine des matières grasses, situé dans le lot n° 6, limité par la rue Victor Hugo, la rue Carentou, la rue de la poudrière et le lot n° 5.

Le dossier d'enquête sera déposé au bureau de la mairie de Lomé pendant un mois du 22 janvier au 21 février 1943 pour être communiqué tous les jours non fériés aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Un registre d'enquête sera dressé par les soins de l'administrateur-maire de Lomé, déposé dans les bureaux de la mairie et restera ouvert pendant toute la durée du dépôt pour recevoir les réclamations et dire des intéressés.

Un commissaire enquêteur sera désigné par l'administrateur-maire et se tiendra à la disposition des intéressés pendant le temps et au lieu indiqués ci-dessus, dimanches et fêtes exceptés pour recevoir les observations auxquelles pourra donner lieu le projet en cause et les consigner sur le registre indiqué ci-dessus.

Il sera procédé par les soins de l'administrateur-maire de Lomé à l'annonce de cette enquête :

1^o — Par affiches, indiquant la nature du dépôt, sa classe, l'emplacement choisi, la date d'ouverture et la durée de l'enquête. Le rayon d'affichage ne dépassera pas 5 kilomètres;

2^o — Par avis inséré au *Journal officiel* du territoire et une publication à son de caisse dans le périmètre de la commune-mixte.

Dans les 5 jours suivant l'expiration du délai de un mois, le dossier comprenant toutes les pièces sera soumis par l'administrateur-maire de Lomé au commissaire de France qui statuera.

Il sera fait application, pour la mise en vigueur du présent arrêté, de la procédure d'urgence prévue par le décret du 16 avril 1924.

Justice

Par arrêté n° 11 A. P. A. du :

7 janvier 1943. — Est nommé assesseur européen près le tribunal criminel de Mango :

M. Maleplate, capitaine d'infanterie coloniale.

Sont nommés assesseurs indigènes près le tribunal criminel et le tribunal de 2^e degré de Mango :

M.M. Nambiéma, chef supérieur des Tchokossis, coutume Tchokossi.

Naouanou Atakora, notable, coutume Tchokossi.

Missi-Aoua, notable, coutume Haoussa-Musulman.

Abdoulaye, notable, coutume Tchokossi-Musulman.

Kolani, chef supérieur des Mobas, coutume Moba.

Sambiani, chef de canton de Bombouaka, coutume Moba.

Tiem Yendabre, chef supérieur des Gourmas, coutume Gourma.

Pandam, chef du canton de Bidjenga, coutume Gourma.

Gatzaro, chef supérieur des Lambas, coutume Lamba.

N'Da, chef du canton Tamberma-Ouest, coutume Tamberma.

Kombaté, chef du canton de Dapango, coutume Moba.

Youma, chef du canton de Timbou, coutume Yanga-Boussance.

Sont nommés assesseurs indigènes près les tribunaux de 1^{er} degré de Mango et de Dapango :

Tribunal de 1^{er} degré de Mango :

M.M. N'Jambara, chef du quartier Sanghana à Mango, coutume Tchokossi.

Fambaré, notable, coutume Tchokossi.

Amadou Mandé, commerçant à Mango, coutume Tchokossi.

Danoulou, commerçant, coutume Haoussa-Musulman.

M.M. Aliké, chef du canton d'Ataloté, coutume Lamba.
 Alfa, chef du canton Tamberma-Est, coutume Tamberma.
 Bapiri, chef du canton Takpamba, coutume Takpamba.
 Kolani Lambina, chef du village de Gando, coutume Djé.
 Bafoulim, chef de village du canton de Kou-mongou, coutume Tchokossi.
 Sambiani, chef de village du canton de Mogou, coutume Tchokossi.
 Arrité, chef de village du canton de Kandé, coutume Lamba.
 Soungoumba, chef de canton de Nangbeni, coutume Moba.

Tribunal de 1^{er} degré de Dapango :

M.M. Mentamé, notable, coutume Moba.
 Lamboni Kong, chef du canton de Nandoga, coutume Moba.
 Mintré, chef de village de Kourientré, coutume Moba.
 Nanyango, chef de village de Cinkassé, coutume Yanga.
 Bila, chef de village de Boadé, coutume Bous-sancé.
 Yébliga, chef du groupement Mossi, coutume Mossi.
 Mahama Yarbaba, chef du groupement Haous-sa, coutume Haoussa-Musulman.
 Korikonlouti, chef du groupement Peuhl, coutume Peuhl.
 Dagandé, chef de canton de Kantindi, coutume Gourma.
 Dobré, chef de canton de Korbongou, coutume Gourma.
 Djafaré Laré, chef de village de Pana, coutume Gourma.
 Koudjo, chef de famille de Bidjenga, coutume Gourma.

Licences

Par arrêté n° 38 A. E. du :

14 janvier 1943. — Sont accordées pour l'année 1943 des licences aux sociétés et particuliers ci-après désignés :

CERCLE DE LOMÉ

Licences de 1^{re} classe :

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Lomé
United Africa Company Limited	1 à Lomé
John Holt & Company Limited	1 à Lomé
Société Anonyme G. B. Ollivant	1 à Lomé
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Lomé
Société Générale du Golfe de Guinée	1 à Lomé
Etablissements R. Eychenne	1 à Lomé
Louis Piquelin	1 à Lomé

Licences de 2^e classe :

Hôtel de France (Archanbeau)	1 à Lomé
Hôtel du Golfe (Minetto)	1 à Lomé
Peter Adjangba	1 à Lomé
Albert John Mensah	1 à Lomé

Licences de 3^e classe :

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Lomé
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Tsévié
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Assahoun
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Lomé
Aloysius Torko	1 à Lomé
Basma Semani	1 à Lomé
Emmanuel Fiawoo	1 à Tsévié
Emmanuel de Souza	1 à Assahoun

CERCLE D'ANÉCHO

Licences de 3^e classe :

United Africa Company Limited	1 à Anécho
Elie Mijauillacé	1 à Anécho
Fred. Koumako Mensah	1 à Anécho
Emmanuel de Souza	1 à Anécho

CERCLE DU CENTRE

Licences de 3^e classe :

Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Atakpamé
Compagnie Française de l'Afrique Occidentale	1 à Palimé
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Atakpamé
Société Commerciale de l'Ouest Africain	1 à Palimé
Société Générale du Golfe de Guinée	1 à Atakpamé
United Africa Company Limited	1 à Palimé
A. G. Hadjopoulos	1 à Palimé
Mathias Apaloo	1 à Palimé
Vincent Féliho	1 à Nuatja

Rachat des produits

Commission

Par décision n° 16 A. E. du :

7 janvier 1943. — Est composée comme suit la commission mixte centrale chargée d'assurer le contrôle du recensement des stocks de produits provenant de la récolte 1942-1943 dont le rachat est demandé par le commerce et d'évaluer les prix loco-magasin, les forfaits de mise à bord et les barèmes divers applicables aux dits produits :

M. l'inspecteur des affaires administratives

Président

M.M. le chef du bureau des affaires économiques,

Le chef du bureau des finances,

L'agent de la S. C. O. A., délégué permanent du groupement professionnel du commerce colonial,

Un représentant des exportateurs pour chaque produit considéré.

Membres

Assisteront la commission avec voix délibérative au point de vue technique en ce qui concerne respectivement l'état des magasins loués par l'administration et l'état de conservation des produits :

L'inspecteur des produits du cru.

Un ingénieur des travaux publics, désigné à la demande du président de la commission, par le chef du service des travaux publics.

Sont désignés comme représentants des exportateurs pour chacun des produits du cru :

M.M. l'agent de la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale pour les oléagineux autres qu'arachides et le cacao;

L'agent de la Société Commerciale de l'Ouest Africain pour les café, maïs, arachides;

L'agent de la Société Générale du Golfe de Guinée pour les autres produits.

Rôles

Par arrêté n° 40 A. E. du :

15 janvier 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire (1942) des cotisations de la société indigène de prévoyance d'Atakpamé, arrêté à la somme de Quatre-vingt-quinze francs (95 frs.).

Par arrêté n° 43 F. du :

16 janvier 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires exercices 1942 et 1943 dont les détails suivent, s'élevant à la somme de Sept millions deux cent trente-huit mille neuf cent quatorze francs cinquante centimes :

NOS DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
Exercice 1942				
252	Trésor	Contribution des patentes (principal)	3.500,—	
		Centimes additionnels	175,—	3.675,—
253	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	1.760,—	
		Rachat des prestations	440,—	2.200,—
254	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	320,—	
		Rachat des prestations	80,—	400,—
255	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	160,—	
		Rachat des prestations	40,—	200,—
256	—	Patentes	9.625,—	
257	—	Patentes	3.425,—	
258	—	Patentes	4.150,—	
259	—	Licences	1.000,—	
260	—	Taxe sur les bicyclettes	1.425,—	
261	—	Taxe sur les bicyclettes	1.170,—	23.595,—
262	Anécho	Impôt personnel (taxe fixe)	250,—	
		Rachat des prestations	40,—	290,—
263	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup.	160,—	
		Rachat des prestations	40,—	200,—
264	—	Rachat des prestations en nature	25,—	
265	—	Impôt sur la population flottante	50,—	
266	—	Patentes	13.960,—	
267	—	Patentes	1.600,—	
268	—	Licences	50,—	
269	—	Taxe sur armes non perfectionnées	12.724,—	
270	—	Taxe sur les bicyclettes	2.490,—	31.389,—
271	Atakpamé	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	98.857,—	98.857,—
272	Sokodé	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	1.534,—	
273	—	Impôt sur la population flottante	150,—	
274	—	Rachat des prestations indigènes	11.962,50	
275	—	Patentes	1.400,—	
276	—	Taxe sur armes perfectionnées	120,—	
277	—	Taxe sur les bicyclettes	60,—	15.226,50
TOTAL				172.742,50
Exercice 1943				
1	Mango	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	750.120,—	750.120,—
2	Lomé-Subdivision	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	809.680,—	
3	—	Taxe sur armes perfectionnées	260,—	809.940,—
4	Tsévié	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	860.640,—	860.640,—
5	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	3.257.680,—	3.257.680,—
6	Mango	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	302.548,—	302.548,—
7	Klonto	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire	1.085.244,—	1.085.244,—
TOTAL EXERCICE 1943				7.066.172,—
TOTAL EXERCICE 1942				172.742,50
TOTAL GÉNÉRAL				7.238.914,50

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 20 janvier 1943.

Sociétés indigènes de prévoyance

Par arrêté n° 14 F. du :

8 janvier 1943. — Les taux annuels des indemnités à allouer en 1943 aux secrétaires-trésoriers des sociétés indigènes de prévoyance du territoire sont fixés comme suit :

Société de prévoyance de Lomé 4.800 frs.
Sociétés de prévoyance d'Anécho, d'Atakpamé, Klouto, Sokodé et Mango 2.400 frs.
Sociétés indigènes de prévoyance de Tsévié, de Lama-Kara et Bassari 1.500 frs.

Le taux de l'indemnité à allouer en 1943 aux secrétaires de section des sociétés indigènes de prévoyance est fixé à Quinze francs (15 frs.) par vacation, sans que le total annuel puisse dépasser 300 francs.

Subvention

Par décision n° 74 F. du :

21 janvier 1943. — Une subvention de Dix mille francs (10.000 frs.) est accordée au comité local de l'association de la Croix-Rouge Française.

Surveillance des prix

Séance du 5 Janvier 1943

DIAB NASSAR

	Frs.
Mouchoirs de poche — La pièce	10,—
Toile moustiquaire — Le yard	11,—
Pipes — La pièce	8,50
Foulards en soie — La pièce	50,—
Tissu fabriqué avec fils teints — Le yard	50,—
Drill blanc — Le yard	30,—
Drill khaki — Le yard	25,—

Séance du 16 Janvier 1943

S. O. O. A.

Polissoir — La pièce	23,50
Brosse à ongles — La pièce	21,10
Brosse à habits — La pièce	39,—
Crème — Le pot	72,—
Rouge à lèvres — La pièce	83,—
Rechange pour rouge à lèvres — La pièce	41,—
Aiguilles phonographe — La boîte	4,40
Fard Fixia — La pièce	26,60
Quinacrine — Le tube	23,40
Dentifrice — Le tube	11,70
Sécateur — La pièce	119,50
Stylo — La pièce	31,50
Aiguilles à coudre — Le mille	31,60
Aiguilles à machine — La grosse	125,50
Plumes — La boîte	48,50
Linibor — Le flacon	20,70
Crêpe chevreuse (tissu) — Le mètre	62,—
Epaulette — La pièce	31,75
Tissu rayonne — Le mètre	102,25
Tissu rayonne — Le mètre	62,75
Tissu rayonne — Le mètre	96,75
Arhéol — Le flacon	34,50
Poudre de riz — La boîte	5,75
Vin Bourgogne MOILLARD — La bouteille	57,50
Vin Bourgogne POMMARD — La bouteille	91,25
Vin Bourgogne MEURSAULT — La bouteille	91,25

Cie F. A. O.

	Frs.
Cartes géographiques — La pièce	19,50
Volumes assortis « TERENCZY » — La pièce	9,—
Volumes assortis « GRUND » — La pièce	18,75
Vin apéritif MALIK — Le litre nu	47,25
Vin de liqueur Type B — Le litre nu	55,50
Vin rouge — Le litre nu	12,65
Lair GUIGOZ — La boîte	54,50
Haricots verts — La boîte	28,25
Briquets N° 433 — La pièce	400,—
Briquets N° 435 A — La pièce	600,—
Briquets N° 401 — La pièce	340,—
Briquets N° 432 GL — La pièce	370,—
Briquets MECHAFEU — La pièce	120,—
Vin de liqueur du Domaine — Le litre nu	56,10
Carbonate de soude — Le kilogramme	4,75
Peinture métallique — Le kilogramme	30,—
Savon barbe palmolive — La pièce	8,25
Sucre coupé — Le kilogramme	14,20
Farine lactée — La boîte	19,50
Chaussures pour homme box noir — La paire	365,—
Rasoline N° 4455 — Le pot	49,50
Rasoline N° 4405 — Le tube	27,50
Savons à barbe Cad'Olive — La pièce	5,75
Magnésie SAN. CELLORIN — La boîte	3,55
Sirop Roche — Le flacon	47,—
Pulmosérum — Le flacon	40,—
Sirop Rami — Le flacon	28,50
Sirop Valda — Le flacon	25,75
Lotion Clairveau — Le flacon	20,—
Shampoings Gibbs — La boîte	7,25
Shampoings Sauba — La boîte	7,25
Verveine plantes d'or — La boîte	7,25
Bocks émail — La pièce	100,—

S. G. G. G.

Raccords — La pièce	7,20
Clé 8 trous — La pièce	6,50
Clé 4 trous — La pièce	3,70
Sacchoche — La pièce	22,20
Nagir 997 bis — Le flacon	6,90
Nagir 995 — Le flacon	2,60
Poudre Nogara — La boîte	3,25
Laine Razmy — La pièce	1,05
Indigo en grains — La pièce	7,15
Bleu Indigo — La boîte	27,55
Stylomines — La pièce	27,05
Stylomines — La pièce	6,75
Stylomines — La pièce	20,30
Stylo-plume — La pièce	108,25
Glace D. F. — La pièce	11,25
Glace cadre bois — La pièce	60,90
Lacels chaussures — La paire	6,45
Colle de bureau — Le flacon	6,50
Champagne IRROY — La bouteille	129,25
Paprika doux (Condiments) — L'étui	6,55
Sel au céleri (Condiments) — L'étui	6,55
Feuille laurier (Condiments) — L'étui	6,55
Curry (Condiments) — L'étui	6,55
Thys (Condiments) — L'étui	6,55
Vieille France (Condiments) — L'étui	8,10
Sel crevettes (Condiments) — L'étui	8,10
Lotion N° 110 — Le flacon	36,05
Eau de Cologne N° 7 — Le flacon	42,55
Joli soir — Le flacon	12,20
Brillantine Dhaussyne — Le flacon	21,65
Cinzano — La bouteille	49,—
Coton hydrophile — Le paquet de 100 grammes	8,50
Brillantine liquide — Le flacon	12,30
Parfum de toilette 70° — Le flacon	5,90

Séance du 19 Janvier 1943

Cie F. A. O.

Ciment (Gamacaf) — La tonne 1.925,25

Terrains domaniaux

Par arrêté n° 27 Dom. du :

9 janvier 1943. — Les permis d'occupation provisoire du domaine privé consentis au nommé Yoménou Henry suivant arrêtés n°s 199 et 205 du 15 avril 1937, sont résiliés sur demande de l'occupant.

Timbre

Par arrêté n° 16 Dom. du :

8 janvier 1943. — La Société anonyme des « Etablissements R. Eychenne » est abonnée au timbre à compter du 4 décembre 1942 pour :

1° — 2.800 actions A de numéraire de 1.000 frs.

2° — 700 actions B d'apport de 1.000 frs.

3° — 400 parts de fondateurs

émises en représentation du capital de 3.500.000 frs. de cette Société.

Cette Société est dispensée de l'apposition matérielle du timbre à l'extraordinaire sur les titres et est autorisée à remplacer cette apposition par la mention imprimée suivante :

« Abonnement au timbre et dispense d'apposition matérielle.

Arrêté n° 16 Dom. du 8 janvier 1943 ».

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****DOMAINES**

**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, au mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1220, déposée le 17 décembre 1942 le sieur Casimir Tomety Djedji, profession de menuisier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel sont édifiés une construction à usage d'habitation et un atelier de menuiserie, d'une contenance totale de quatre ares cinquante trois centiares (4 a 53 ca), situé à Lomé, cercle de Lomé et borné au nord par Félicio de Souza, au sud par passage et une rue non dénommée, à l'est par Félicio de Souza et à l'ouest par terrain à Louise Grisez.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1221, déposée le 8 janvier 1943 le sieur Agbo Justin Comlassé, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, subdivision de Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur non interdit jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté des cacaoyers, des caféiers, des palmiers à huile et diverses autres essences, d'une contenance totale de dix hectares environ (10 ha.), situé à Woamé, subdivision de Palimé et borné au nord et à l'ouest par terrains dépendant de canton de Mayondi Kilo, à l'est par terrain à Marcus Acramanou, au sud par terrain à Jezzé Acramati.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1222, déposée le 6 janvier 1943 les dames Rosa Teley Nyawuto et Régina Teckor Anthony Gunn, profession de propriétaires, demeurant et domiciliées à Lomé, agissant par le sieur Jacintho Aguiar, chef de quartier à Lomé, leur mandataire, suivant procuration du 7 septembre 1942, majeures non interdites jouissant de leurs droits civils selon leur statut personnel indigène optant pour la législation française, ont demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de un are cinquante deux centiares (1 a 52 ca), situé à Lomé, cercle de Lomé et borné au nord par la rue du Lt. Thompson, à l'est par la rue Thiers, au sud par terrain à Thobias et à l'ouest par terrain à Thimoty Anthony.

Elles déclarent que ledit immeuble leur appartient et n'est, à leur connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,

J. SERANT.

Avis de bornage

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier

Le mardi seize février mil neuf cent quarante trois à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel est édifiée une construction à usage d'habitation en terre de barre couverte en tôles ondulées, d'une contenance de un are quatorze centiares (1 a 14 ca), et borné au nord par Atoukoui Kwamba Kwanvi, au sud par Quist, à l'est par la rue de Kamina et à l'ouest par Amouzou Gbenyo dont l'immatriculation a été demandée par la dame Maria Ahlokoba Kwanvi, revendeuse, demeurant et domiciliée à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 17 décembre 1942, n° 1219.

Le jeudi dix-huit février mil neuf cent quarante trois à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain bâti, ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier, sur lequel sont édifiés une construction servant pour habitation et un atelier de menuiserie, d'une contenance de quatre ares cinquante trois centiares, et borné au nord par terrain à Félicio de Souza, au sud par passage non dénommé, à l'est par terrain à Félicio de Souza et à l'ouest par terrain à Louise Grisez dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Casimir Tomety Djedji, menuisier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 17 décembre 1942, n° 1220.

Le vendredi dix-neuf février mil neuf cent quarante trois à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé, cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de un are cinquante deux centiares (1 a 52 ca), et borné au nord par la rue du Lt. Thompson, au sud par terrain à Thobias, à l'est par la rue Thiers et à l'ouest par terrain à Anthony dont l'immatriculation a été demandée par les dames Rosa Teley Nyawuto et Régina Teckor Anthony Gunn, propriétaires, demeurant et domiciliées à Lomé, agissant en leur nom personnel en qualité de co-propriétaires, suivant réquisition du 6 janvier 1943, n° 1222.

Le mercredi vingt-quatre février mil neuf cent quarante trois à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Woamé, subdivision de Klouto (Palimé), cercle du Centre, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, sur lequel se trouvent complantés des cacaoyers, des caféiers, des palmiers à huile et diverses autres essences, d'une contenance de dix hectares environ (10 ha), et borné au nord et à l'ouest par terrains dépendant du canton de Mayondi Klo, à l'est par terrain à Marcus Acramanou et au sud par terrain à Jezzé Acramati dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agbo Justin Comlassé, cultivateur, demeurant et domicilié à Woamé, agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 8 janvier 1943, n° 1221.

Le vendredi vingt-six février mil neuf cent quarante trois à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Afagnan-Gbleta, cercle d'Anécho, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier complanté de caféiers, d'une contenance de dix hectares vingt-six ares (10 ha 26 a), et borné au nord par une route, à l'est par terrain à Adasso, à l'ouest par une route, au sud par terrains à Dotsé et la S. I. P. dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Aboki Djogbessi,

propriétaire, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, demeurant et domicilié à Afagnan-Gbleta, cercle d'Anécho, suivant réquisition du 4 juin 1942, n° 1197.

Le mercredi trois mars mil neuf cent quarante trois à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Abobo-Kpoguédé, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, d'une contenance de huit hectares quatre-vingts ares soixante-seize centiares (8 ha 80 a 76 ca), et borné au nord par terrain à Kofi Boluvi, au sud par terrain à John Atayi, à l'est par le lac Togo et à l'ouest par terrain à Kofi Boluvi dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Amedjogbe Raphaël Kokou Mathias, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 18 juin 1943, n° 1198.

Le jeudi quatre mars mil neuf cent quarante trois à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida, canton de Baguida, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, planté de cœotiers, d'une contenance de deux hectares un are cinquante trois centiares (2 ha 1 a 53 ca), borné au nord par terrain à Dovi Djababu, à l'est par terrain à Van-Lare, au sud par terrain à Tamakloe et Apaloo, à l'ouest par une route dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Félix Atsu Tamakloe, employé de commerce à Lomé, co-propriétaire-administrateur des biens indivis, suivant réquisition du 1^{er} juillet 1942, n° 1202.

Le vendredi cinq mars mil neuf cent quarante trois à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Baguida-Plantation, canton de Baguida, subdivision de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, complanté de palmiers à huile et de cœotiers, d'une contenance de deux hectares vingt-et-un ares soixante-seize centiares (2 ha 21 ares 76 ca), et borné au nord par des marais et des propriétés à Agbénohévi Kossanou Toudji, au sud par terrain à Toudji Kossanou, à l'est par terrain à Agbéko et à l'ouest par terrains aux sieurs Toudji Kossanou et Bamezon Dagbovi dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Fiawoo Bebi Gilbert, employé de commerce à Lomé, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 21 novembre 1942, n° 1216.

Le lundi huit mars mil neuf cent quarante trois à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié, subdivision et cercle de Lomé, consistant en un terrain non bâti, en forme de trapèze irrégulier, sur lequel

se trouve un hangar en bois, couvert en tôles ondulées, d'une contenance de douze ares dix-sept centiares (12 a 17 ca), et borné au nord par terrain au nommé Dagnon Tsomana, au sud par la route d'Atakpamé, à l'est par terrain appartenant au nommé Vincent Dossou et à l'ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Vincent Dossou, employé de commerce, demeurant et domicilié à Tsévié, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 1^{er} octobre 1942, n° 1209.

Le lundi huit mars mil neuf cent quarante trois à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Tsévié, subdivision et cercle de Lomé, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de trapèze irrégulier, sur lequel est édiflée une case indigène en terre de barre couverte en tôles ondulées, d'une contenance de vingt-trois ares soixante-quatre centiares (23 a 64 ca), et borné au nord par terrain à Dagnon Tsomana, au sud par la route d'Atakpamé, à l'est par une rue non dénommée et à l'ouest par terrain à Vincent Dossou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Vincent Dossou, employé de commerce, demeurant et domicilié à Tsévié, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 1^{er} octobre 1942, n° 1208.

Le jeudi onze mars mil neuf cent quarante trois à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Davié (Trélékpuimé), subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, bâti, en forme de triangle irrégulier, planté de caféiers, cocotiers et d'orangers, d'une contenance de quatre hectares soixante-quinze ares cinquante centiares (4 ha 75 a 50 ca), et borné au nord par terrains aux nommés Doukpé et Savi de Tové, au sud par terrains aux nommés Houkpati et Savi de Tové, à l'est par la route Lomé-Atakpamé et à l'ouest par le terrain au nommé Goumezo dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ben Apédo Djadoo, planteur, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 26 octobre 1942, n° 1211.

Le vendredi douze mars mil neuf cent quarante trois à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Davié (Trélékpuimé), subdivision de Tsévié, cercle de Lomé, consistant en un terrain rural, non planté, en forme de rectangle irrégulier, d'une contenance de un hectare soixante-quatre ares quatre-vingt-quatorze centiares (1 ha 64 a 94 ca), et borné au nord par terrains aux nommés Douloho et Andréas, au sud par les terrains aux nommés Savi de Tové, Tsivayé et Douloho, à l'est par le terrain à Andréas et à l'ouest par la route de Lomé-Atakpamé dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Apédo Djadoo, planteur, en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 26 octobre 1942, n° 1212.

Le lundi quinze mars mil neuf cent quarante trois à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Adjidogan, cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier, d'une contenance de neuf ares cinquante quatre centiares (9 a 54 ca), et borné au nord par terrain à Latévi Lawson, à l'est par terrain à Jules Sodji au sud par terrain à Georges d'Almeida, à l'ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Adolphe Kuévi Amaïzo, employé de commerce, demeurant et domicilié à Lomé agissant en son nom personnel en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 20 août 1942, n° 1205.

Le lundi quinze mars mil neuf cent quarante trois à quatorze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Djamadji, cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de sept ares soixante-dix-neuf centiares (7 a 79 ca), et borné au nord par un terrain domanial, à l'est par rue à la voie ferrée, au sud par une rue non dénommée et à l'ouest par un terrain à Thomas Wilson dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Germain Justin Wilson commerçant à Grand-Popo (Dahomey), agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 25 août 1942, n° 1206.

Le lundi quinze mars mil neuf cent quarante trois à seize heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Dégbénou, cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme d'un quadrilatère, sur lequel se trouvent édiflées des maisons en bois couvertes en tôles, d'une contenance de sept ares trente-cinq centiares (7 a 35 ca), et borné au nord par terrains William Abbey et à Victoria Kalouhouen, à l'est par terrain à Edouard Tétégan, au sud par une rue non dénommée, à l'ouest par terrain à Adoté Akué Akpi dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Elias Tétévi-Noah Kuassivi, employé de commerce à Lomé, agissant comme co-propriétaire, suivant réquisition du 2 novembre 1942, n° 1214.

Le mardi seize mars mil neuf cent quarante trois à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Kpota, cercle d'Anécho, consistant en un terrain en partie bâti, en forme d'un quadrilatère irrégulier sur lequel sont édiflées une construction avec dépendances couvertes en tôles ondulées, d'une contenance de neuf ares quarante huit centiares (9 a 48 ca), et borné au nord par une rue non dénommée, au sud par la voie ferrée, à l'est par une rue non dénommée et

à l'ouest par terrain à Wilson Georges dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Ekué-Akpa Foli Blaise, aide-médecin à Mission-Tové, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 3 novembre 1942, n° 1215.

Le mardi seize mars mil neuf cent quarante trois à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Anécho, quartier Kpota, cercle d'Anécho, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme d'un triangle irrégulier, d'une contenance de neuf ares trente-cinq centiares (9 a 35 ca), et borné au nord par terrain à Bonaventure Tété, au sud par terrain à William Aquéréburu, à l'est par terrain à Léon Kouakouvi Egui et à l'ouest par une rue non dénommée dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Augustin Ecoué Foli Hagbonor comme mandataire du sieur Joseph Osseni Biramah, employé de la maison Shell à Brazzaville, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 20 janvier 1943, n° 1226.

Le mercredi dix-sept mars mil neuf cent quarante trois à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agokpamé, cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance de quatre-vingts ares un centiare (80 a 01 ca), et borné au nord par la propriété de Komlanvi, au sud par la collectivité Abélé, à l'est par terrain à Quanvi et à l'ouest par terrain à Sossah dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hubert Pompéo d'Almeida, commis d'administration à Lomé, agissant en qualité de propriétaire, suivant réquisition du 3 décembre 1942, n° 1217.

Le vendredi dix-neuf mars mil neuf cent quarante trois à neuf heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agbata, cercle d'Anécho, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme de polygone irrégulier, complanté de palmiers, d'une contenance de sept hectares trente-huit ares onze centiares (7 ha 38 a 11 ca), et borné au nord par un marais, à l'est par terrains à Nossoulkpo et Djiko, au sud par terrain à Djiko, à l'ouest par terrains à Kodiaga et à Kpodjenye dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agbowokounou Ghendjen, cultivateur à Ekpui, agissant en qualité de majeur non interdit, comme usufruitier de l'immeuble, nue-propriété à la collectivité de Kpoga-Agbata, suivant réquisition du 28 novembre 1942, n° 1218.

Le mardi vingt-trois mars mil neuf cent quarante trois à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Gnagna, cercle du Centre, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel est construite une boutique en pierres, couverte en tôles ondulées, d'une contenance de trois ares trente-sept centiares (3 a 37 ca), et borné au nord par la rue Albert Sarraut, au sud par terrain à Gnadjobbé, à l'est par terrain à Ali Azamakou et à l'ouest par la rue Lt. Maroix dont l'immatriculation a été demandée par les dames Rosa Teley Nyawouto Gunn et Régina Teckor Gunn, marchandes, en qualité de co-propriétaires, suivant réquisition du 20 janvier 1943, n° 1223.

Le mardi vingt-trois mars mil neuf cent quarante trois à dix heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Woudou, cercle du Centre, consistant en un terrain urbain, bâti, en forme de quadrilatère irrégulier, sur lequel est construite une boutique en pierres et couverte en tôles ondulées, d'une contenance de quatre ares quarante neuf centiares (4 a 49 ca), et borné au nord par la maison R. Eychenne, au sud par terrain à Ayivor, à l'est par la maison S. G. G. G. et à l'ouest par la rue du marché dont l'immatriculation a été demandée par les dames Rosa Teley Nyawouto et Régina Teckor Gunn, marchandes, agissant comme co-propriétaires, suivant réquisition du 20 janvier 1943, n° 1224.

Le mardi vingt-trois mars mil neuf cent quarante trois à quinze heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Atakpamé, quartier Gnagna, cercle du Centre, consistant en un terrain urbain, non bâti, en forme de trapèze irrégulier, d'une contenance de cinq ares quatre-vingt-cinq centiares (5 a 85 ca), et borné au nord par la rue Albert Sarraut, au sud par Odah, à l'est par terrain à Arnold Mabudu et à l'ouest par la rue Pasteur dont l'immatriculation a été demandée par les dames Rosa Teley Nyawouto Gunn et Régina Teckor Gunn, marchandes, agissant comme co-propriétaires, suivant réquisition du 20 janvier 1943, n° 1225.

Le mercredi vingt-quatre mars mil neuf cent quarante trois à huit heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akposso-Sud, subdivision d'Atakpamé, cercle du Centre, consistant en un terrain rural, non bâti, en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de trente quatre hectares cinquante ares (34 ha 50 a), et borné au nord par terrain à Nayo Onoukoué, à l'est par route de Oulatché, au sud par terrain à Yomékpé et Adélé, à l'ouest par ravin Oukorou dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Vincent Laté Latévi Lawson, planteur à Atakpamé, agissant comme propriétaire, suivant réquisition du 5 octobre 1942, n° 1210.

Le conservateur de la propriété foncière,
J. SERANT.

NECROLOGIE

Le Gouverneur des Colonies, Commissaire de France au Togo a le regret de faire part du décès de l'infirmier-major de 3^e classe ADOGLO VALENTIN, survenu à l'hôpital d'Anécho le 24 janvier 1943.

Vente aux enchères publiques

En conformité de l'ordonnance n° 7 du 15 janvier 1943 de M. le Président du Tribunal de première instance de Lomé Togo, il sera procédé à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur à Lomé dans les magasins de la **Deutsche Togo Gesellschaft (D. T. G.)** à Lomé, le lundi 8 février 1943 à huit heures du matin et jours suivants s'il y a lieu, les articles mentionnés dans le tableau ci-après.

REFERENCE	ARTICLES ET OBJETS A VENDRE	QUANTITE	MISE A PRIX N° DE L'UNITE	L'UNITE
182	Pinceaux	11	12,—	le pinceau
180	Pinceaux	62	1,50	le pinceau
495	Scie	1	50,—	la scie
775	Costumes complets	15	150,—	le costume
644	Imperméables	5	150,—	l'imperméable
774	Costumes	10	150,—	le costume
726	Valises 80 cm.	2	200,—	la valise
	Valises 75 cm.	1	200,—	la valise
	Valises 65 cm.	1	100,—	la valise
	Valises 45 cm.	1	30,—	la valise
	Valises 35 cm.	1	25,—	la valise
	Valises 30 cm.	1	15,—	la valise
	Valises 27 cm.	1	10,—	la valise
926	Valises 24 cm.	1	6,—	la valise
706 à 1427	Valises 80×65	4	100,—	la valise
	Valises 55×50	5	75,—	la valise
725	Pendules carrillons	19	400,—	pendule carrillon
668	Phonographe ordéon	4	600,—	le phonographe
	Phonographe limania	1	700,—	le phonographe
665	Mécaniques complets pour phonographe	2	200,—	le moteur
	Essieux pour phonographe	5	25,—	l'essieux
	Vis pour phonographe	30	1,—	la vis
661	Boîtes aiguilles à phonographe	24	5,—	la boîte
669	Machine à coudre (main)	1	900,—	la machine
670	Machine à coudre (main)	1	1.200,—	la machine
671	Machine à coudre (pied)	1	2.000,—	la machine
672	Machine à coudre (pied)	1	2.000,—	la machine
632	Lampe à pétrole	1	100,—	la lampe
634	Lampe à tempête	1	20,—	la lampe
584	Bouteille d'encre 1/32 litre	22	3,—	la bouteille
585	Bouteille d'encre 1/16 litre	33	6,—	la bouteille
586	Bouteille d'encre stylo	17	25,—	la bouteille
587	Bouteille d'encre 1/64 litre	36	2,—	la bouteille
1432	Bouteille d'encre bleu ½ litre	2	30,—	le flacon
588	Flacon encre rouge ½ litre	1	30,—	le flacon
589	Flacon encre bleu ½ litre	2	30,—	le flacon
590	Flacon encre bleu 1/8 litre	9	10,—	le flacon
1433	Stylos «Tintenulis»	19	50,—	le stylo
618	Moulin à café	4	60,—	le moulin
1424	Pôts crème carbolique	12	25,—	la 1/2 douzaine
1444	Brosses à chaussure	18	4,—	la brosse
	Brosses à main en crin	24	25,—	la brosse
	Brosses à main fibre coq	47	10,—	la brosse
	Brosses à ongle	37	3,—	la brosse
	Balais à crin	11	40,—	le balai
	Balais à main fibre coco	48	15,—	le balai
1479	Bicyclette Durkopp	6	2.000,—	la bicyclette
1405	Lampe à carbure	24	55,—	la lampe
1406	Lampe à carbure	9	50,—	la lampe
1407	Lampe à carbure	31	60,—	la lampe
1892	Moulin à maïs « colonist »	1	1.500,—	le moulin
1872	Verres à vitre 60×50 simple épaisseur	15	15,—	le verre

REFERENCE	ARTICLES ET OBJETS A VENDRE	QUANTITE	MISE A PRIX N° DE L'UNITÉ	L'UNITÉ
1873	Verres à vitre 100×50 double épaisseur	20	50,—	le verre
1877	Verres à vitre 60×50 double épaisseur	32	20,—	le verre
1756	Verres à vitre 60×45 épaisseur 6 ^m / _m	8	30,—	le verre
1757	Verres à vitre 70×60 épaisseur 6 ^m / _m	16	50,—	le verre
1758	Verres à vitre 80×50 épaisseur 6 ^m / _m	21	50,—	le verre
1759	Verres à vitre 80×60 épaisseur 6 ^m / _m	5	50,—	le verre
873	Glace réflecteur	1	1.500,—	la glace
1997	Plomb « tyden »	4457	2.000,—	le lot

Les marchandises ci-dessus mentionnées seront vendues en leur état dûment constaté par les acquéreurs et seront payées comptant avant leur enlèvement. Aucune réclamation ne sera admise les enchères une fois prononcées.

Les enchères ne devront pas être inférieures à 2 francs au-dessous de 25 francs et 5 francs au-dessus de 25 francs.

Lomé, le 20 janvier 1943.

Le Commissaire-priseur,
Louis GAËTAN.

Société Africaine

DES

ETABLISSEMENTS MORY & C^{ie}

S. A. M.

Société Anonyme au Capital de 1.000.000 de Francs

Siège Social : DAKAR (Sénégal) A. O. F.

STATUTS

TITRE PREMIER

**Formation — Objet — Dénomination —
Siège — Durée**

ARTICLE PREMIER

Il est formé par les présentes, entre toutes les personnes qui seront propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être par la suite, une Société Anonyme qui sera régie par les lois actuelles et toutes lois spéciales sur la matière qui seraient ultérieurement votées et par les présents statuts.

ARTICLE 2

Cette Société a pour objet en Afrique Occidentale Française, la création, l'installation et l'exploitation de Comptoirs et Agences et de faire toutes opérations de transport, transit, armement, commission, représentation, consignation, chargement, courtage et four-niture.

Et d'une manière générale la réalisation de toutes espèces d'opérations commerciales, industrielles, financières, routières, ferroviaires, maritimes, aériennes,

agricoles, forestières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus et pouvant en faciliter le développement et l'extension.

Elle peut établir des succursales en Afrique Occidentale Française, dans la Métropole, dans les colonies françaises, les pays de protectorat français et sous mandat français et même à l'étranger.

ARTICLE 3

La dénomination de la Société est : « SOCIÉTÉ AFRICAINE DES ETABLISSEMENTS MORY et Cie « S. A. M. ».

ARTICLE 4

Le siège social est à Dakar (Sénégal).

Il pourra être transféré dans tout autre endroit de l'Afrique Occidentale Française, dans la Métropole et dans toutes colonies françaises, pays de protectorat français ou sous mandat français par simple décision du Conseil d'administration et transporté à l'étranger par délibération de l'Assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 5

La durée de la Société est de quatre-vingt-dix-neuf années, à compter du jour de sa constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus par les statuts.

TITRE II

Capital social — Actions

ARTICLE 6

Le capital social est fixé à un million de francs, divisé en mille actions de mille francs chacune, à souscrire et payables en numéraire.

Le montant des actions de numéraires sera payable, savoir :

Un quart à la souscription;

Et le surplus au fur et à mesure des besoins de la Société sur appels du Conseil d'administration faits par lettres ordinaires adressées aux actionnaires au moins huit jours à l'avance.

Tout versement en retard porte de plein droit intérêts au profit de la Société au cinq pour cent l'an, à compter du jour de l'exigibilité et sans aucune mise en demeure.

A défaut de paiement des versements exigibles, la Société poursuit les débiteurs et peut faire vendre les actions en retard. A cet effet, les numéros des actions sont publiés dans un journal du siège social chargé des annonces légales et, quinze jours après la publication, il est procédé à la vente des actions en retard, soit en bloc, soit en détail, au choix de la Société, à la Bourse, par le ministère d'un agent de change si les actions sont cotées, ou aux enchères publiques par le ministère d'un notaire, si elles ne sont pas cotées; dans les deux cas la vente s'opère aux risques et périls de l'actionnaire en retard, sans mise en demeure et sans autres formalités.

Les titres vendus deviennent nuls et il en est délivré de nouveau aux acquéreurs, sous les mêmes numéros.

Le produit net de la vente s'impute dans les termes de droit sur ce qui est dû à la Société par l'actionnaire exproprié, qui reste passible de la différence, s'il y a déficit, ou profite de l'excédent.

Les mesures autorisées par le présent article ne font pas obstacle à l'exercice simultané par la Société, des moyens ordinaires de droit.

Tout titre qui ne porte pas mention régulière des versements exigibles cesse d'être négociable et admis au transfert.

ARTICLE 7

Le capital social pourra être augmenté, réduit ou amorti une ou plusieurs fois par décision de l'Assemblée générale extraordinaire prise conformément à la loi et aux statuts. Les porteurs d'actions auront droit de préférence à la souscription des nouvelles actions; l'exercice de ce droit de préférence sera réglé par le Conseil d'administration, conformément aux décrets-lois des huit août et trente octobre mil neuf cent trente-cinq.

Toutefois, le Conseil d'administration est statutairement autorisé à augmenter le capital social jusqu'à concurrence de cinq millions de francs par l'émission d'actions de numéraire, apport en nature ou de toute autre manière en une ou plusieurs fois aux époques, dans les proportions et aux conditions qu'il jugera convenables par ses seules délibérations, sans avoir à demander d'autorisation à l'Assemblée générale extraordinaire.

ARTICLE 8

Il pourra être créé des obligations dans les termes et les conditions qui seront ultérieurement fixés par l'Assemblée générale ordinaire.

ARTICLE 9

Le premier versement est constaté par un récépissé nominatif qui pourra être échangé contre un certificat provisoire nominatif, sur lequel tous versements ultérieurs seraient mentionnés.

Après leur libération intégrale, les actions pourront être nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires.

ARTICLE 10

Les actions nominatives sont représentées par des certificats d'une ou plusieurs actions aux noms des titulaires.

Les titres définitifs sont extraits de registres à souches, numérotés, frappés du timbre de la Société et revêtus de la signature de deux administrateurs ou de la signature d'un administrateur et d'un délégué du Conseil d'administration, l'une des deux signatures pouvant être apposées au moyen d'une griffe.

ARTICLE 11

La cession des actions au porteur s'opère par la seule tradition du titre.

La cession des actions nominatives qui sont négociables et de celles dont la création matérielle n'aurait pas encore eu lieu ne peut s'opérer que par une déclaration de transfert signée du cédant ou de son mandataire, laquelle déclaration est mentionnée sur un registre de la Société. Toutefois, s'il s'agit d'actions non entièrement libérées, la signature du cessionnaire ou de son mandataire est nécessaire.

La Société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un officier public.

Les titres sur lesquels les versements échus ont été effectués sont seuls admis au transfert.

ARTICLE 12

Les actionnaires ne sont engagés que jusqu'à concurrence du capital de chaque action, au delà, tout appel de fonds est interdit.

Chaque action donne droit, dans la propriété du fonds social et dans le partage des bénéfices revenant aux actionnaires, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'Assemblée générale.

ARTICLE 13

Les dividendes de toute action nominative ou au porteur sont valablement payés au porteur du titre ou du coupon.

Les dispositions du présent article et de ceux qui précèdent seront applicables aux obligations que la Société pourrait créer.

ARTICLE 14

Les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action. Tous les co-propriétaires indivis et tous les ayants-droit à n'importe quel titre, même usufruitiers et nu-propriétaires, sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

ARTICLE 15

Les créanciers ou représentants d'un actionnaire ne peuvent sous aucun prétexte provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation; ils sont tenus de s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux délibérations de l'Assemblée générale.

ARTICLE 16

L'actionnaire dont le titre serait perdu peut, en se conformant aux prescriptions de la loi, se faire remettre un duplicata du titre perdu et toucher les intérêts et dividendes échus et même le capital dans les conditions légales.

TITRE III

Administration

ARTICLE 17

La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins et de douze au plus, choisis parmi les actionnaires et nommés par l'Assemblée générale pour une durée de six années, les années se comptant d'une Assemblée générale ordinaire annuelle à l'autre.

Chaque administrateur doit être propriétaire de dix actions de la Société qui sont déposées dans la caisse sociale, inaliénables pendant la durée de ses fonctions et affectées conformément à la loi à la garantie des actes de la gestion.

Les titres de ces actions sont nominatifs et frappés d'un timbre indiquant l'inaliénabilité.

ARTICLE 18

A l'expiration de la durée de ses fonctions, le premier Conseil sera soumis en entier à la réélection.

A partir de cette époque, le Conseil se renouvellera par tiers tous les deux ans, les membres sortants seront désignés par le sort pour les deux premières sorties biennales et une fois le roulement établi, le renouvellement aura lieu par ancienneté.

Les administrateurs sortants sont toujours rééligibles.

En cas de vacances par décès, démission ou toute autre cause, et, en général, quand le nombre des administrateurs est inférieur au maximum ci-dessus fixé, le Conseil peut pourvoir provisoirement au remplacement ou s'adjoindre de nouveaux membres dans les limites de l'article 17 ci-dessus jusqu'à la prochaine Assemblée générale qui procède à l'élection définitive.

Dans le cas où les administrateurs ne seraient plus trois, ceux restant seraient tenus de se compléter à ce nombre minimum de trois dans un délai de deux mois.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre dont le mandat n'était pas expiré, ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir de l'exercice de son prédécesseur.

Si la nomination provisoire d'administrateurs n'était pas ratifiée par l'Assemblée générale, les délibérations prises et les actes accomplis par le Conseil n'en seraient pas moins valables.

ARTICLE 19

Le Conseil nomme parmi ses membres, un Président, s'il y a lieu un Vice-Président et fixe la durée de leurs fonctions.

En cas d'absence du Président et du Vice-Président, le Conseil désigne celui de ses membres qui doit remplir les fonctions de Président.

Le Secrétaire pourra être pris en dehors des membres du Conseil.

ARTICLE 20

Le Conseil se réunit toutes les fois que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation du Président, ou de deux de ses membres, soit au siège social, soit en tout autre lieu indiqué par la convocation et même hors Dakar.

Pour la validité des délibérations, la présence de trois administrateurs est suffisante.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents, en cas de partage, la voix du Président de la réunion est prépondérante. Toutefois,

lorsque le Conseil d'administration sera composé de moins de cinq membres, deux administrateurs pourront délibérer valablement, mais ils ne pourront prendre de décisions que d'un commun accord.

Un administrateur absent peut se faire représenter aux réunions du Conseil par un de ses collègues. Les pouvoirs seront donnés pour une seule réunion et pourront l'être par simple lettre et même par télégramme.

Les délibérations du Conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial, tenu au siège de la Société et signés par deux au moins des administrateurs qui y ont pris part. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés en cours de la Société par un administrateur.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination régulière résultera suffisamment vis-à-vis des tiers, de l'indication dans le procès-verbal de chaque séance et dans les copies ou extraits à en délivrer des noms des administrateurs présents et de ceux des administrateurs absents.

ARTICLE 21

Les administrateurs ont droit à une part dans les bénéfices, dont l'importance est fixée par l'article 50 ci-après :

Ils pourront, en outre, être rémunérés par des jetons de présence ou une allocation fixe annuelle dont la valeur ou l'importance est fixée par l'Assemblée générale et maintenue jusqu'à ce qu'une nouvelle Assemblée générale l'ait modifiée.

ARTICLE 22

Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour administrer la Société, agir en son nom et faire toutes les opérations relatives à son objet, et notamment :

Il représente la Société vis-à-vis de toutes administrations publiques ou privées des tiers et des actionnaires.

Il fixe les dépenses générales d'administration.

Il crée ou supprime toutes succursales et agences.

Il nomme et révoque tous agents, employés et ouvriers, fixe leurs attributions, traitements, salaires et gratifications.

Il établit un compte de frais de premier établissement dans lesquels seront compris tous les frais et débours faits par le fondateur pour la formation de la Société.

Il passe les traités et marchés de toute nature, prend part à toutes adjudications.

Il vend et achète toutes marchandises.

Il cède et achète tous biens et droits mobiliers et immobiliers, réalise tous achats faits à option. Il consent et accepte tous baux avec ou sans promesse de vente.

Il fait tous achats d'immeubles, ainsi que toutes ventes ou échanges d'immeubles appartenant à la Société.

Il effectue toutes constructions, travaux, installations et réparations.

Il prend et achète tous brevets d'invention et toutes licences d'exploitation, vend tous brevets et licences ; il dépose, achète et vend toutes marques de fabrique.

Il intéresse la Société dans toutes opérations et entreprises relatives aux affaires sociales ou de même nature ; il concourt à la formation de toutes Sociétés.

ou participations relatives aux mêmes affaires; il souscrit toutes actions, commandites, obligations et parts d'intérêt.

Il détermine le placement des fonds disponibles et règle l'emploi des fonds de réserves, il fait tous transferts de rentes, actions et obligations, tous transports et cessions de créances avec ou sans garantie.

Il délivre, retire, acquitte et encaisse tous mandats sur la Banque de France, sur le Trésor Public, sur toutes autres administrations et sur tous débiteurs ou dépositaires de fonds de la Société.

Il crée, accepte et endosse toutes lettres de change, tous effets de commerce et reconnaissances; il tire, accepte et encaisse tous chèques; il négocie tous effets de commerce.

Il ouvre et se fait ouvrir tous crédits par la Banque de France et toutes autres maisons de banque, ainsi que par toutes sociétés et tous particuliers, sur nantissements de marchandises et valeurs; il contracte tous emprunts, même à découvert; il donne toutes garanties hypothécaires et autres. Toutefois, les emprunts par voie de création d'obligations devront être autorisés par l'Assemblée générale ordinaire.

Il touche toutes les sommes dues à la Société et en donne quittances et décharges.

Il représente la Société en justice, tant en demandant qu'en défendant.

Il fait mettre tous jugements à exécution, même par voie de saisie immobilière, il forme toutes surenchères, il affirme toutes créances.

Il donne tous désistements et mainlevées, consent toutes cessions d'antériorité de rang hypothécaire et toutes radiations de privilèges, d'actions résolutoires, d'hypothèques, de saisies, oppositions et autres empêchements, même sans paiement.

Il donne et accepte tous acquiescements et désistements, transige, compromet et adhère à tous concordats amiables et judiciaires, à tous contrats d'union ou s'y oppose.

Il prescrit le mode de comptabilité et les écritures, il vérifie les comptes et les pièces à l'appui, dresse les états sommaires et les inventaires, il fait tous amortissements.

Il arrête les comptes qui doivent être soumis à l'Assemblée générale et détermine les répartitions à lui proposer.

Enfin, il statue sur tous les intérêts qui rentrent dans l'administration de la Société.

L'énonciation qui précède n'est pas limitative, le Conseil ayant les pouvoirs les plus généraux et les plus étendus pour tout ce qui peut concerner les affaires de la Société, quelles qu'elles soient.

Le Conseil d'administration peut :

Déléguer à un ou plusieurs de ses membres qui prennent le titre d'administrateurs-délégués, des pouvoirs permanents ou temporaires qu'il jugera utile pour la bonne marche des affaires sociales, et nommer tous directeurs.

Confier à une ou plusieurs personnes faisant partie ou non de la Société, les pouvoirs que rendront nécessaires l'expédition des affaires courantes ou la bonne direction de l'entreprise ou leur donner tous mandats spéciaux.

L'indemnité ou allocation à accorder aux administrateurs délégués, directeurs et mandataires sera fixée par le Conseil d'administration.

Les administrateurs délégués, directeurs et mandataires pourront être autorisés à substituer eux-mêmes leurs pouvoirs pour des affaires spéciales et déterminées.

ARTICLE 23

Conformément à l'article 32 du Code de Commerce, les administrateurs ne contractent à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire. Ils ne répondent que de l'exécution de leur mandat.

ARTICLE 24

Les administrateurs pourront prendre ou conserver un intérêt direct ou indirect dans toute entreprise ou marché fait avec la Société ou pour son compte, mais à la condition d'y être autorisée par l'Assemblée générale.

TITRE IV

Commissaires

ARTICLE 25

Il est nommé, en Assemblée générale, un ou plusieurs commissaires ou un commissaire avec commissaire suppléant pouvant agir en cas d'empêchement de l'autre, actionnaires ou non, chargés de remplir la mission prescrite par les articles 32 et 33 de la loi du vingt-quatre juillet mil huit cent soixante-sept, modifiés par le décret-loi du huit août mil neuf cent trente-cinq et toutes les lois en vigueur.

Le ou les commissaires, désignés par l'Assemblée constitutive sont nommés, pour une année. La durée des fonctions du ou des commissaires nommés en remplacement est de trois années.

Si l'Assemblée nomme plusieurs commissaires, un seul d'entre eux pourra opérer en cas d'empêchement ou de décès des autres.

Le ou les commissaires pourront toujours être réélus; ils reçoivent une rémunération dont l'importance fixée par l'Assemblée générale est maintenue jusqu'à décision nouvelle.

ARTICLE 26

Les commissaires vérifient la Société chaque fois que son intérêt l'exige.

Pendant les trois mois qui précèdent la réunion de l'Assemblée générale, ils ont droit de prendre communication des livres et d'examiner les opérations de la Société; le quarantième jour au plus tard avant cette réunion, l'inventaire annuel, le bilan et le compte de profits et pertes seront mis à leur disposition.

Ils peuvent toujours, en cas d'urgence, convoquer l'Assemblée générale.

TITRE V

Assemblées Générales

Dispositions communes à toutes les Assemblées

ARTICLE 27

Toute Assemblée générale régulièrement convoquée et constituée représente l'universalité des actionnaires.

Ses décisions prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même les absents, incapables ou dissidents.

La réunion de l'Assemblée générale a lieu au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

ARTICLE 28

Nul ne peut se faire représenter aux Assemblées générales que par un mandataire lui-même membre de l'Assemblée. Toutefois, les Sociétés en nom collectif à responsabilité limitée, en commandite simple

ou par actions et anonymes, y seront valablement représentées par un associé en nom, un gérant ou un délégué du Conseil d'administration; les femmes mariées sous tout autre régime que la séparation de biens, par leur mari, les mineurs ou interdits par leur tuteur, sans qu'il soit nécessaire que l'associé, le gérant, le délégué, le mari ou le tuteur soient personnellement actionnaires; l'usufruitier et le nu-propriétaire y sont représentés par l'un d'eux, muni du pouvoir de l'autre, ou par un mandataire commun, actionnaire; l'actionnaire qui a donné ses actions en nantissements conserve le droit d'assister seul aux Assemblées générales.

La forme des pouvoirs est déterminée par le Conseil d'administration.

ARTICLE 29

Les propriétaires d'actions au porteur doivent, pour pouvoir assister à l'Assemblée générale, déposer leurs titres dans les caisses de la Société ou aux endroits indiqués dans la convocation au moins quinze jours à l'avance; quant aux titulaires d'actions nominatives, ils doivent être inscrits sur les registres de la Société cinq jours au moins avant la réunion et retirer leur carte d'admission.

Le Conseil d'administration a le droit d'accepter des dépôts et des transferts dans un délai inférieur à quinze jours.

ARTICLE 30

L'ordre du jour est arrêté par le Conseil d'administration si la convocation est faite par lui, ou par les commissaires si ce sont eux qui convoquent l'Assemblée.

Il n'y est porté que les propositions émanant du Conseil ou des commissaires et celles du ressort de l'Assemblée générale ordinaire qui ont été communiquées au Conseil, un mois au moins avant la réunion, avec la signature d'actionnaires représentant ensemble au minimum le quart du capital social, ainsi que celles du ressort de l'Assemblée générale extraordinaire qui auraient été communiquées au Conseil, quinze jours au moins avant la réunion, à la demande écrite d'actionnaires représentant ensemble le tiers au moins du capital social.

Il ne peut être mis en délibération aucun autre objet que ceux portés à l'ordre du jour.

ARTICLE 31

Toute Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration; en cas d'empêchement, par le Vice-Président ou par un administrateur désigné par les administrateurs présents. Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts actionnaires présents et, sur leur refus, par ceux qui viennent après, jusqu'à acceptation. Le bureau désigne le secrétaire.

ARTICLE 32

Les délibérations des Assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres composant le bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés en cours de la Société par un administrateur.

ARTICLE 33

Une feuille de présence, signée par chaque membre de l'Assemblée et mentionnant le nombre d'actions qu'il représente, tant comme propriétaire que comme mandataire, est certifiée par le bureau de l'Assemblée et demeure déposée au siège social.

Assemblée Générale Ordinaire

ARTICLE 34

Il est tenu chaque année, dans le semestre qui suit la clôture de l'exercice social, une Assemblée générale ordinaire. Il peut, en outre, être convoqué par le Conseil d'administration une Assemblée générale ordinaire toutes les fois qu'il le jugera utile.

ARTICLE 35

La convocation de l'Assemblée générale ordinaire annuelle est faite vingt jours francs à l'avance par un avis inséré dans un journal du lieu du siège social ou par lettres.

Les actionnaires qui en feront la demande devront être obligatoirement convoqués par une lettre individuelle à leurs frais.

Les Assemblées générales ordinaires réunies extraordinairement sont convoquées huit jours à l'avance.

ARTICLE 36

L'Assemblée générale ordinaire se compose de tous les actionnaires, quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent ou représentent sans limitation.

ARTICLE 37

L'Assemblée générale ordinaire annuelle ou convoquée extraordinairement est régulièrement constituée lorsque les actionnaires présents ou représentés réunissent le quart du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée générale est convoquée de nouveau selon les formes prescrites par l'article 35 ci-dessus. Dans ce cas, le délai de convocation peut être réduit à huit jours et, à la seconde réunion, les délibérations sont valables, quel que soit le nombre d'actions représentées, mais elles ne peuvent porter que sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

ARTICLE 38

Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents; en cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

Chaque membre de l'Assemblée a autant de voix qu'il représente d'actions tant comme propriétaire que comme mandataire.

Les votes sont exprimés par mainlevée, à moins que le scrutin ne soit demandé par le Conseil d'administration ou par un groupe d'actionnaires représentant ensemble le quart au moins du capital social.

ARTICLE 39

L'Assemblée ordinaire annuelle entend le rapport du Conseil d'administration sur les affaires sociales et celui du ou des commissaires sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par les administrateurs.

Elle discute, approuve ou redresse les comptes, elle fixe les dividendes à répartir; cette délibération étant nulle si elle n'a pas été précédée de la lecture du rapport du ou des commissaires.

Elle nomme les administrateurs et fixe la valeur de leurs jetons de présence ou l'importance de leur allocation annuelle, conformément à l'article 21 des statuts.

Elle nomme le ou les commissaires aux comptes et fixe leur rémunération.

Elle autorise tous emprunts au delà de la moitié du capital social et toutes émissions d'obligations.

Elle délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour.

Enfin, elle prononce souverainement sur tous les intérêts de la Société et confère au Conseil d'administration les autorisations nécessaires pour tous les cas où les pouvoirs à lui attribués sont insuffisants.

Assemblée Générale Extraordinaire

ARTICLE 40

L'Assemblée générale extraordinaire est convoquée par le Conseil d'administration toutes les fois que les circonstances l'exigent.

ARTICLE 41

Les convocations sont faites au moins seize jours à l'avance par un avis inséré dans un journal du lieu du siège social ou par lettres et le texte des résolutions qui seront soumises aux Assemblées convoquées devra être tenu imprimé à la disposition des actionnaires au siège social et dans tout autre lieu fixé par l'avis de convocation, le tout conformément à la loi du treize avril mil neuf cent trente-cinq et, s'il y a lieu, suivant les dispositions de la loi du premier mai mil neuf cent trente indiquées à l'article 45 ci-après.

Elles doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

Les actionnaires pourront bénéficier sur leur demande des dispositions insérées à l'article 35 ci-dessus.

ARTICLE 42

L'Assemblée extraordinaire se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent, pourvu qu'elles soient libérées des versements exigibles.

ARTICLE 43

Chaque actionnaire a droit à autant de voix qu'il représente d'actions, tant comme propriétaire que comme mandataire, sans qu'il y ait lieu à aucune limitation.

ARTICLE 44

Les votes ont lieu comme il est dit au paragraphe troisième de l'article 38 ci-dessus.

ARTICLE 45

Les Assemblées générales extraordinaires délibérant comme il est dit ci-après, peuvent, sur la proposition du Conseil d'administration, modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent toutefois changer la nationalité de la Société, ni augmenter les engagements des actionnaires.

Les Assemblées générales extraordinaires qui ont à délibérer sur les modifications touchant à l'objet ou à la forme de la Société, ne sont régulièrement constituées et ne peuvent délibérer valablement que si elles sont composées d'un nombre d'actionnaires représentant les trois quarts au moins du capital social. Leurs résolutions pour être valables doivent réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Dans les cas autres que ceux prévus par le précédent paragraphe, l'Assemblée générale extraordinaire ne sera régulièrement constituée et ne pourra délibérer valablement qu'autant qu'elle sera composée d'actionnaires représentant les deux tiers au moins du capital social. Si cette première Assemblée ne réunissait pas les deux tiers du capital social, une

nouvelle Assemblée pourrait être convoquée dans les formes indiquées à l'article 41 des présents statuts, et par deux insertions faites à une semaine d'intervalle dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, à la charge des sociétés financières, et dans un journal d'annonces légales du lieu du siège social. Cette convocation reproduit l'ordre du jour indiquant la date et le résultat de la précédente Assemblée. La seconde Assemblée délibère valablement si elle se compose d'actionnaires représentant la moitié au moins du capital social. Si cette seconde Assemblée ne réunit pas la moitié du capital social, il peut être convoqué dans les formes ci-dessus, une troisième Assemblée qui délibère valablement si elle représente le tiers au moins du capital social.

A défaut de ce quorum, cette troisième Assemblée peut être prorogée à une date ultérieure de deux mois au plus, à partir du jour auquel elle avait été convoquée. La convocation des Assemblées prorogées a lieu dans les formes ci-dessus, l'Assemblée doit comprendre un nombre d'actionnaires représentant au moins un tiers du capital social. Ces deuxième, troisième et éventuellement quatrième Assemblées ne peuvent se tenir que six jours au moins après le dernier avis de convocation.

Dans ces nouvelles Assemblées, les résolutions pour être valables devront toujours réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

ARTICLE 46

Dans le cas où une décision des Assemblées générales porterait atteinte aux droits d'une catégorie d'actions ou d'actionnaires, cette décision ne sera définitive qu'après avoir été ratifiée par une Assemblée spéciale des actionnaires, dont les droits auraient été modifiés. Cette Assemblée sera composée et délibérera dans les conditions déterminées par les articles 42 à 45 inclus des statuts.

TITRE VI

Etats semestriels - Inventaires annuels

ARTICLE 47

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre. Exceptionnellement, le premier exercice comprendra seulement le temps à courir du jour de la constitution définitive de la Société au trente-et-un décembre mil neuf cent quarante-deux.

ARTICLE 48

Le Conseil d'administration dresse chaque semestre un état résumant la situation active et passive; en outre, conformément à l'article 9 du Code de Commerce, il est fait, chaque année après la clôture de l'exercice social, un inventaire général de l'actif et du passif de la Société. Dans cet inventaire, les divers éléments de l'actif subiront la diminution de valeur et les amortissements que le Conseil d'administration jugera convenables.

ARTICLE 49

Il est ouvert un compte de premier établissement où sont portés tous les frais qui auront été nécessaires pour l'organisation et la constitution de la Société; ce compte sera amorti dans le délai que déterminera le Conseil d'administration par les prélèvements sur les bénéfices qui seront fixés par le Conseil.

TITRE VII

Partage des bénéfices — Fonds des réserves

ARTICLE 50

Les produits annuels, après déduction des amortissements faits par le Conseil d'administration, des frais généraux dans lesquels seront comprises les allocations des administrateurs délégués, ainsi que les allocations et gratifications allouées aux collaborateurs et au personnel, et de toutes les charges sociales, constituent les bénéfices nets sur lesquels il sera prélevé successivement :

1^o — Cinq pour cent pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint le dixième du capital social, mais il doit reprendre son cours si cette réserve descend au-dessous de ce dixième.

2^o — La somme nécessaire pour servir l'intérêt au six pour cent l'an du capital libéré et non amorti des actions, sans que, si les bénéfices d'une année ne permettaient pas ce paiement, les actionnaires puissent le réclamer sur les bénéfices des années subséquentes.

Le surplus des bénéfices, après les prélèvements qui précèdent, sera réparti de la manière suivante :

Quinze pour cent au Conseil d'administration.

La somme que fixera l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, pour constituer une réserve spéciale destinée exclusivement à la réduction ou à l'amortissement obligatoire total ou partiel du capital social.

Le solde est attribué aux actions.

Toutefois, sur le solde des bénéfices revenant aux actions, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, pourra décider le prélèvement de toutes sommes destinées à créer et doter des réserves spéciales dont elle réglera l'emploi sur la proposition du Conseil d'administration.

ARTICLE 51

Le paiement des intérêts et dividendes se fait aux époques fixées par le Conseil d'administration qui peut, après la clôture de l'exercice, sans attendre l'approbation des comptes par l'Assemblée générale, et même en cours d'exercice, procéder à la répartition d'un acompte sur les intérêts et dividendes, si les bénéfices réalisés et les disponibilités le permettent.

Tous intérêts, dividendes et bénéfices qui ne sont pas réclamés dans les cinq ans de leur mise en distribution, sont prescrits conformément à la loi.

TITRE VIII

Dissolution — Liquidation

ARTICLE 52

En cas de perte de la moitié du capital social, les administrateurs sont tenus de provoquer la réunion de l'Assemblée générale extraordinaire de tous les actionnaires, à l'effet de statuer sur la question de savoir, s'il y a lieu, de prononcer la dissolution de la Société.

La résolution de l'Assemblée, quelle qu'elle soit, est rendue publique.

A défaut de convocation par les administrateurs au dit cas de perte de la moitié du capital social, le ou les commissaires doivent réunir l'Assemblée générale.

ARTICLE 53

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme le ou les liquidateurs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et des commissaires.

Pendant tout le cours de la liquidation et jusqu'à expresse décision contraire, tous les éléments de l'actif social continuent à demeurer la propriété de l'être moral et collectif.

Les pouvoirs de l'Assemblée générale se continuent en cours de la liquidation comme pendant l'existence de la Société, elle confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs, elle approuve les comptes de la liquidation et donne décharge aux liquidateurs.

Les liquidateurs ont mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la Société et d'éteindre le passif, sauf les restrictions que l'Assemblée générale pourrait y apporter; ils ont, à cet effet, en vertu de leur seule qualité, les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages du commerce, y compris ceux de traiter, transiger, compromettre, conférer toutes garanties même hypothécaires, s'il y a lieu, renoncer à toutes actions résolutoires, consentir tous désistements et mainlevées et la radiation de toutes inscriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, le tout avec ou sans constatation de paiement; ils délivrent et certifient les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale, à produire en justice ou ailleurs.

En outre, avec l'autorisation de l'Assemblée générale, ils peuvent faire le transport ou la cession à tous particuliers ou à toute autre Société existante ou en formation, soit par voie d'apport, soit autrement, contre actions, obligations ou contre espèces, de tout ou partie des droits, actions et obligations de la Société dissoute.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et le paiement de tous frais servira tout d'abord au remboursement du capital libéré et non amorti des actions, le surplus sera réparti aux actions.

TITRE IX

Contestations

ARTICLE 54

Toutes les contestations qui pourront s'élever pendant le cours de la Société ou de la liquidation, soit entre les actionnaires et la Société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales, seront soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

En cas de contestations, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort des tribunaux du siège social et toutes notifications et assignations sont valablement faites au domicile par lui élu, sans avoir égard, à la distance du domicile réel.

A défaut d'élection de domicile, les notifications judiciaires et extra-judiciaires sont valablement faites au Parquet du Tribunal civil du siège social.

Le domicile élu formellement ou implicitement entraîne attribution de juridiction aux tribunaux compétents du siège social, tant en demandant qu'en défendant.

TITRE X

Constitution de la Société

ARTICLE 55

La présente Société ne sera définitivement constituée que lorsque toutes les formalités prescrites par la loi auront été accomplies.

L'Assemblée générale constitutive sera convoquée par le fondateur de la Société au moyen d'un avis inséré dans un journal du lieu du siège social ou de

toute autre manière, aux délais de trois jours francs, toutefois l'Assemblée pourra être réunie sans délai si tous les actionnaires sont présents ou représentés.

ARTICLE 56

Pour faire publier les présents statuts et les actes, pièces et procès-verbaux relatifs à la constitution de la Société, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'expéditions ou extraits.

Marseille, le 11 juin 1942.